

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

La nouvelle politique économique des Soviets & la révolution mondiale

PAR
LÉON TROTSKY



..... 1923

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
142, RUE MONTMARTRE, 142, PARIS

Prix : 1 fr. 25

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

La nouvelle politique
économique des Soviets
& la révolution mondiale

PAR
LÉON TROTSKY



..... 1923

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
142, RUE MONTMARTRE, 142, PARIS

AVERTISSEMENT

Cette brochure est un remaniement de notre rapport au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous ajoutons en Annexe :

a) *Notre article Perspectives Politiques, étroitement lié à la conclusion du rapport;*

b) *L'exposé résumé de ce rapport, sous forme de thèses.*

L. T.

20 décembre 1922.

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES SOVIETS & LA RÉVOLUTION MONDIALE

La marche de la guerre civile

La tâche fondamentale de tout parti révolutionnaire est la conquête du pouvoir. Dans la II^e Internationale, ce but n'était, pour parler la langue de la philosophie idéaliste, qu'une « idée régulatrice », c'est-à-dire une idée n'ayant qu'un très lointain rapport avec la pratique.

Ce n'est que durant les dernières années que nous avons commencé d'apprendre sur une échelle internationale à nous assigner la conquête du pouvoir politique comme un but révolutionnaire pratique. La révolution russe y a contribué. Le fait que, pour la Russie, nous pouvons citer une date déterminée — le 25 octobre (7 novembre) 1917 — où notre parti communiste, à la tête de la classe ouvrière, a arraché le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie, montre plus clairement que tous les raisonnements du monde que, pour des révolutionnaires, la conquête du pouvoir n'est pas une « idée régulatrice », mais une tâche pratique.

Le 25 octobre 1917, notre parti a pris la direction de l'État. Cela ne signifiait pas — et il n'a pas fallu attendre longtemps pour le constater — que la guerre civile fût terminée. Au contraire, ce n'est qu'après le coup d'État d'Octobre qu'elle a commencé à se dérouler chez nous dans toute son ampleur. Ce fait n'a pas qu'un intérêt historique, il est une source de sérieux enseignements pour le prolétariat d'Europe occidentale.

Pourquoi en a-t-il été ainsi? Il faut en chercher la raison dans l'état culturel et politique arriéré du pays qui venait à peine de sortir de la barbarie du régime tsariste. Grâce aux Doumas municipales, aux Zemstvos, à la Douma d'Empire, etc., la grande bourgeoisie et la noblesse avaient

une certaine expérience politique. La petite bourgeoisie, elle, en avait très peu et la grande masse de la population, la paysannerie, encore moins.

Aussi, est-ce précisément dans ce milieu le plus amorphe que la contre-révolution a pu trouver ses principales réserves : les gros bonnets campagnards et, jusqu'à un certain point, la paysannerie moyenne. Et ce n'est qu'après que la bourgeoisie eut bien compris ce qu'elle perdait avec la perte du pouvoir et qu'elle eut constitué un centre de combat contre-révolutionnaire qu'elle réussit à trouver accès auprès des couches et éléments paysans et petits-bourgeois ; mais, par nécessité, elle dut céder les postes dirigeants aux éléments les plus réactionnaires recrutés parmi les officiers de la haute noblesse. Et ainsi la guerre civile ne se déroula véritablement qu'après la révolution d'Octobre. Et les innombrables victimes de cette guerre civile furent la rançon de la facilité avec laquelle nous avions conquis le pouvoir le 25 octobre 1917. Dans les pays plus civilisés et dont le développement capitaliste est plus avancé, la situation sera indubitablement bien différente. Là les masses populaires entreront dans la révolution beaucoup plus formées au point de vue politique. L'orientation des divers groupes et couches du prolétariat et, à plus forte raison, de la petite bourgeoisie, sera, il est vrai, encore sujette à des oscillations et des variations considérables ; mais ces variations auront pourtant quelque chose de plus systématique ; aujourd'hui découlera plus directement d'hier. En occident, la bourgeoisie se prépare à repousser l'attaque, elle connaît plus ou moins les éléments sur lesquels il lui faudra s'appuyer et elle organise à l'avance ses cadres contre-révolutionnaires. C'est ce que l'on voit en Allemagne, c'est ce que l'on observe, quoique moins nettement, en France et enfin, sous une forme achevée, en Italie, où, à une révolution arrêtée à mi-chemin a succédé une contre-révolution pleine et entière qui a utilisé non sans succès quelques procédés et méthodes de la révolution.

Qu'est-ce à dire ? Qu'il ne sera probablement pas possible de prendre à l'improviste la bourgeoisie européenne comme nous l'avons fait pour la bourgeoisie russe. La bourgeoisie européenne est plus intelligente, plus perspicace ;

elle ne perd pas de temps. Tout ce qu'il est possible de mettre sur pied contre nous, elle le mobilise déjà. De la sorte, le prolétariat révolutionnaire se heurtera dans sa marche au pouvoir non seulement aux avant-gardes de la contre-révolution, mais aussi à ses réserves les plus importantes. Ce n'est qu'après avoir battu, désorganisé et démoralisé ces forces de l'ennemi qu'il s'emparera du pouvoir étatique. Par contre, après la révolution prolétarienne, la bourgeoisie vaincue n'aura plus de réserves où puiser le matériel pour la prolongation de la guerre civile. En d'autres termes, après la conquête du pouvoir, le prolétariat européen aura, selon toute probabilité, pour son œuvre de construction économique et culturelle, une liberté d'action beaucoup plus grande que celle que nous avons eue au lendemain du coup de force. Plus la lutte pour le pouvoir d'Etat aura été dure et pénible, moins ce pouvoir sera disputé au prolétariat après sa victoire.

Cette thèse générale doit être subdivisée et concrétisée par rapport aux différents pays selon leur structure sociale et le moment où ils entreront dans la révolution. Il est évident que plus grand sera le nombre de pays où le prolétariat aura terrassé la bourgeoisie, plus les douleurs de l'enfement de la révolution seront allégées pour les autres pays, et moins la bourgeoisie vaincue sera tentée d'entreprendre la lutte pour le pouvoir — surtout si le prolétariat montre qu'il ne badine pas dans ces questions. Or, évidemment, il le montrera. Et, en l'occurrence, il pourra utiliser entièrement l'exemple et l'expérience du prolétariat russe. Nous avons commis des fautes dans différents domaines et, il va de soi, en politique également. Mais en somme, nous avons donné à la classe ouvrière européenne un assez bon exemple de décision, de fermeté et, quand il l'a fallu, d'implacabilité dans la lutte révolutionnaire. Or, cette implacabilité est la plus haute humanité révolutionnaire, parce que, assurant le succès, elle raccourcit par là même la voie pénible de la crise. La guerre civile n'a pas été seulement un événement militaire. Événement militaire, elle l'a été, n'en déplaise aux honorables pacifistes et parmi eux à ceux qui, par je ne sais quel malentendu, errent encore dans les rangs de notre Parti Communiste. Mais elle n'a pas été que cela, elle a été aussi

un événement politique et même principalement politique. La lutte pour les réserves politiques, c'est-à-dire avant tout pour la paysannerie, s'est déroulée selon les méthodes de la guerre. Perpétuellement hésitante entre le bloc de la bourgeoisie et des grands propriétaires servis par la « démocratie » et le prolétariat révolutionnaire, la paysannerie, à la minute décisive, au moment où il lui fallait faire définitivement son choix, se rangeait invariablement du côté du prolétariat et soutenait ce dernier — non pas par des bulletins de vote démocratiques, mais par des vivres, des chevaux et des armes. C'est ce qui a décidé de la victoire en notre faveur.

Ainsi donc, la paysannerie a eu un rôle immense dans la révolution russe. Ce rôle sera aussi très grand dans les autres pays où, comme en France, par exemple, la paysannerie représente encore plus de la moitié de la population. Mais croire que la paysannerie peut jouer dans la révolution un rôle dirigeant indépendant égal à celui du prolétariat serait une erreur profonde. Si nous avons vaincu dans la guerre civile, c'est moins par la justesse de notre stratégie révolutionnaire que par la justesse de notre stratégie politique qui était alors invariablement à la base de nos opérations militaires. Nous n'avons jamais oublié un instant que la tâche fondamentale du prolétariat consistait à attirer à lui la classe paysanne. Mais nous ne faisons pas cela à la manière des socialistes-révolutionnaires. Ces derniers, on le sait, séduisaient les paysans par la perspective d'un rôle démocratique indépendant, puis les livraient pieds et poings liés aux grands propriétaires fonciers. Mais nous, nous étions persuadés que la paysannerie, masse hésitante, est incapable dans son ensemble de jouer un rôle indépendant et, à plus forte raison, un rôle révolutionnaire dirigeant. Par nos actions décisives, nous avons mis les masses paysannes dans la nécessité de choisir entre le prolétariat révolutionnaire et les officiers et les nobles qui s'étaient mis à la tête de la contre-révolution. Si nous n'avions abattu aussi résolument la cloison démocratique, la paysannerie aurait oscillé perpétuellement entre les différents camps et nuances de la « démocratie », et la révolution eût infailliblement péri.

En Russie et en Europe occidentale, il en sera certainement de même — les partis démocratiques, et en premier lieu la social-démocratie, ayant toujours été les rabatteurs de la contre-révolution. Notre expérience sous ce rapport ne peut laisser place à aucun doute. Comme vous le savez, camarades, l'Armée Rouge, il y a quelques jours, a occupé Vladivostok. Là se termine la longue chaîne des fronts de la guerre civile qui a rempli tout un lustre. Commentant la prise de Vladivostok par les troupes rouges, le chef incontesté du parti libéral, Milioukov, écrit dans son journal de Paris quelques lignes historico-philosophiques, que l'on pourrait qualifier de classiques. Dans son article du 7 novembre, il donne un bref tableau du rôle stupide, honteux, mais fatal, des partis démocratiques. « Cette triste histoire — ce fut toujours une triste histoire (*rites*) — commence par une déclaration de solidarité générale du front antibolchévik. Merkoulou (le chef de la contre-révolution en Extrême-Orient) a reconnu que les « non-socialistes » (c'est-à-dire la droite réactionnaire) ont dû, dans une large mesure, leur victoire aux éléments démocratiques. Mais, dit Milioukov, Merkoulou n'a utilisé la démocratie que pour renverser le pouvoir des bolchéviks. Ensuite, le pouvoir a passé à des éléments qui considéraient les démocrates comme des bolchéviks déguisés. »

Ces lignes, que j'ai qualifiées de classiques, pourront paraître banales. En effet, elles ne font que répéter ce qu'avaient dit maintes fois les marxistes. Mais remarquez que celui qui dit cela est le libéral Milioukov — après six ans de révolution. Remarquez qu'il fait le bilan du rôle politique joué par la démocratie russe sur une vaste arène, du golfe de Finlande à l'océan Pacifique. Il en a été de même avec Koltchak, avec Dénikine, avec Youdénitch; il en a été de même pendant l'intervention anglaise, française et américaine; il en a été de même pendant que les bandes de Pétlioura dévastaient l'Ukraine. Sur toute la périphérie de la Russie, c'était constamment le même phénomène, d'une désespérante monotonie : la social-démocratie (menchéviks et s.-r.) pousse la paysannerie dans les bras de la réaction, cette dernière s'empare du pouvoir, lève le masque, s'aliène les paysans; après quoi les bolchéviks triomphent. Les

menchéviks alors commencent à se repentir, mais pas pour longtemps. Bientôt la même histoire se répète sur un autre point du théâtre de la guerre civile : trahison, puis demi-repentir. Et quoique ce mécanisme, extrêmement simple, doive, semble-t-il, être complètement discrédité, il est à prévoir que la social-démocratie le répètera dans tous les pays, à chaque période où la lutte du prolétariat pour le pouvoir revêtira son maximum d'acuité. Le premier devoir du parti révolutionnaire de la classe ouvrière dans tous les pays est d'agir avec une implacable résolution quand la question vient sur le terrain de la guerre civile.

Après la conquête du pouvoir, la tâche de construction, et avant tout de construction économique, se pose comme la tâche centrale et en même temps comme la tâche la plus difficile. La solution de cette tâche dépend de facteurs d'ordre et d'importance différents : tout d'abord du degré de développement des forces productrices et en particulier de la corrélation entre l'industrie et l'économie rurale; en second lieu, du niveau de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir d'État; en troisième lieu, de la situation politique internationale et intérieure (défaite définitive ou résistance de la bourgeoisie; interventions militaires étrangères; attitude des techniciens de la classe intellectuelle envers le nouveau pouvoir, etc.).

A considérer leur importance relative, ces facteurs de la construction socialiste doivent être rangés dans l'ordre où je viens de les énumérer. Le plus important est le degré de développement des forces de production; ensuite vient le niveau culturel du prolétariat, et enfin la situation politique ou militaire dans laquelle se trouve ce dernier aussitôt après la prise du pouvoir. Mais ce n'est là qu'une suite logique. Pratiquement, la classe ouvrière, immédiatement après la conquête du pouvoir, se heurte tout d'abord à des difficultés politiques. Chez nous, par exemple, c'étaient les fronts des gardes-blancs, les interventions militaires, etc. Ce n'est qu'en second lieu que l'avant-garde prolétarienne se heurte aux difficultés découlant directement de l'insuffisance de développement culturel des grandes masses ouvrières. Et ce n'est qu'en troisième lieu que l'œuvre de

construction économique se heurte aux limites imposées par le niveau des forces de production.

Notre parti, une fois au pouvoir, a effectué son travail presque constamment sous la pression des exigences de la guerre civile, et il est impossible de comprendre l'histoire de la construction économique de la Russie soviétique pendant les cinq années de son existence si on la juge uniquement du point de vue de l'opportunité économique. Il faut la juger en tenant compte tout d'abord de la nécessité militaire, politique et, en second lieu seulement, de l'opportunité économique.

La saine raison économique ne coïncide pas toujours, loin de là, avec la nécessité politique. Ainsi, durant la guerre, il peut arriver que pour échapper à l'offensive de la garde blanche qui vous poursuit d'épée dans les reins, on fasse sauter un pont. Économiquement parlant, c'est là une destruction absurde; politiquement, c'est une nécessité. Et ce serait une sottise doublée d'un crime que de ne pas faire sauter le pont à temps... Notre économie a été rebâtie en premier lieu sous la pression de la nécessité où nous nous trouvions de sauvegarder par la force le pouvoir de la classe ouvrière. À l'école élémentaire du marxisme, nous avons appris qu'on ne saurait, de la société capitaliste, sauter d'un bond à la société socialiste. Nul d'entre nous n'a jamais interprété de cette façon le fameux saut d'Engels, de l'empire de la nécessité dans le royaume de la liberté; personne n'a cru que l'on pouvait transformer la société du jour au lendemain. En réalité, Engels avait en vue toute une époque de transformations révolutionnaires, ce qui, du point de vue de l'histoire universelle, constitue bien un « saut ». Mais du point de vue du travail pratique, il n'y a pas là un saut, mais tout un système de réformes, de transformations liées entre elles et, parfois, de mesures très détaillées. Il est évident que, du point de vue économique, l'expropriation de la bourgeoisie n'est justifiée que dans la mesure où l'État ouvrier est capable d'organiser sur de nouvelles bases les entreprises expropriées. La nationalisation en bloc que nous avons réalisée en 1917-1918 ne répondait nullement à cette condition. Les possibilités d'organisation de l'État ouvrier étaient loin de pouvoir suffire à l'organisation de toutes les

entreprises nationalisées. Mais il faut considérer que nous avons effectué cette nationalisation sous la pression de la guerre civile. Et il n'est pas difficile de démontrer et de comprendre que si nous avions voulu agir plus prudemment au point de vue économique, c'est-à-dire procéder à l'expropriation de la bourgeoisie avec une gradation raisonnable, c'eût été de notre part une grande imprudence, une folie politique. Si nous avions agi ainsi, nous n'aurions pas maintenant la possibilité de fêter le cinquième anniversaire de la Révolution à Moscou, en compagnie des communistes du monde entier. Il faut se représenter nettement toutes les particularités de notre situation, telle qu'elle était après le 25 octobre 1917. Oui, si nous étions entrés sur l'arène du développement socialiste après la victoire de la Révolution en Europe, notre bourgeoisie aurait été complètement découragée et il n'eût pas été difficile de triompher entièrement d'elle. Après la prise du pouvoir par le prolétariat russe, elle n'eût pas osé broncher. Nous aurions pu alors ne prendre tranquillement en mains que les grandes entreprises et laisser, en attendant, les moyennes et les petites subsister sur les bases du capitalisme privé; plus tard, nous aurions nationalisé les entreprises moyennes en nous conformant rigoureusement aux possibilités et aux besoins d'organisation et de production. Cette façon de procéder eut incontestablement correspondu à la « raison » économique; mais, par malheur, la logique des événements politiques n'a pu tenir compte des considérations économiques. D'ailleurs, il est à remarquer que la révolution est par elle-même l'expression du fait que la « raison économique » ne dirige pas le monde; la révolution socialiste n'a encore pour tâche que d'instaurer le règne de la raison dans le domaine de l'économie et, par là même, dans tous les autres domaines de la vie sociale.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le capitalisme était encore intact, comme il l'est maintenant sur toute la surface du globe; mais notre bourgeoisie ne voulait à aucun prix croire que le coup d'Etat d'Octobre était quelque chose de sérieux et de durable: dans toute l'Europe, dans tout le monde, se disait-elle, c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir, et chez nous, dans la Russie retardataire, c'est le

prolétariat! Dans sa haine furieuse contre nous, la bourgeoisie russe ne voulait pas nous prendre au sérieux. Les premiers décrets du pouvoir révolutionnaire furent accueillis par des sarcasmes: on n'en tenait pas compte, on ne les appliquait pas. Il n'était pas jusqu'aux vendeurs de journaux — qui, pourtant, n'ont jamais brillé par la bravoure — qui refusassent de prendre au sérieux les mesures révolutionnaires les plus importantes du gouvernement ouvrier. Il semblait à la bourgeoisie que tout cela n'était qu'une farce tragique, qu'un malentendu. Comment pouvait-on apprendre à la bourgeoisie et à ses laquais à respecter le nouveau pouvoir, sinon en lui enlevant sa propriété? Il n'y avait pas d'autre moyen. Chaque fabrique, chaque banque, chaque bureau, chaque boutique, chaque cabinet de réception d'avocat était une forteresse dressée contre nous et donnait à la contre-révolution agissante une base matérielle et une liaison organique. A cette époque, les banques soutenaient presque ouvertement les saboteurs en payant leurs appointements aux fonctionnaires en grève. C'est pourquoi nous avons abordé la question, non pas du point de vue de la raison économique abstraite (comme Kautsky, Otto Bauer, Martov et autres impotents politiques), mais du point de vue des exigences de la guerre révolutionnaire. Il nous fallait terrasser l'ennemi, lui enlever ses sources de ravitaillement sans nous inquiéter si notre organisation économique pouvait emboîter le pas. Dans la sphère de la construction économique, nous avons été contraints en cette période de concentrer nos efforts sur les tâches les plus élémentaires: fournir à l'Etat ouvrier ne fût-ce que le minimum de ce qui était nécessaire pour assurer son existence, nourrir et équiper l'Armée Rouge qui défendait cet Etat sur tous les fronts de guerre, nourrir et habiller (mais cette tâche ne venait qu'en second lieu) la partie de la classe ouvrière restée dans les villes. C'est à cette organisation économique primitive qui a tant bien que mal accompli ces tâches qu'on a donné dans la suite le nom de « communisme de guerre ».

Pour définir la nature du communisme de guerre, trois questions sont principalement à envisager: la façon de se

procurer les vivres; leur répartition; la régularisation du travail de l'industrie étatique.

A l'avènement du pouvoir soviétique ce n'était pas la liberté du commerce des céréales qui existait, mais le monopole qui s'appuyait sur l'ancien appareil commercial. La guerre civile désorganisa cet appareil, et l'Etat ouvrier fut, par suite, obligé de créer à la hâte un appareil à lui pour retirer les céréales de chez les paysans et les concentrer entre ses mains.

Les vivres étaient répartis presque indépendamment de la productivité du travail. Il ne pouvait en être autrement. Pour établir une correspondance entre le travail et le salaire, il faut avoir un appareil de direction économique beaucoup plus parfait et de grandes ressources alimentaires. Or, pendant les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout d'assurer à la population urbaine la possibilité de ne pas mourir de faim. On y arrivait au moyen du système de la ration égale. La réquisition de l'excédent de la production paysanne et la répartition des rations étaient, au fond, des mesures propres à une forteresse assiégée et non des mesures d'économie socialiste. Dans certaines conditions, si la révolution en Occident s'était produite rapidement, le passage du régime de forteresse assiégée au régime socialiste eût été évidemment pour nous considérablement allégé et accéléré. Mais nous reviendrons à cela plus tard...

En quoi consistait donc l'essence du communisme de guerre par rapport à l'industrie? Toute économie ne peut exister et se développer que s'il existe une certaine proportion entre ses diverses parties. Il y a des rapports quantitatifs et qualitatifs déterminés entre les différentes branches de l'industrie. Une certaine proportion est nécessaire entre les branches qui produisent des objets de consommation et celles qui créent des moyens de production. Il faut également une certaine proportion à l'intérieur de chacune de ces branches. En d'autres termes, les ressources matérielles et la main-d'œuvre d'une nation et de toute l'humanité doivent être réparties d'après une certaine proportion entre l'agriculture et l'industrie et les différentes branches de l'industrie, pour qu'il soit possible de soutenir l'existence de l'humanité et d'assurer son développement.

Comment y arrive-t-on? En régime capitaliste, on y arrive par le marché, au moyen de la libre concurrence, du mécanisme de l'offre et de la demande, des variations de prix, de l'alternance des périodes d'activité et des périodes de dépression. Nous qualifions cette méthode d'anarchique et nous avons raison. Elle comporte un gaspillage effroyable de forces et de valeurs et, par des crises périodiques, provoque fatalement des guerres qui menacent d'engloutir toute la civilisation humaine. Mais cette méthode capitaliste anarchique, dans les limites de son action historique, établit pourtant une proportionnalité relative entre les différentes branches de l'économie, une corrélation nécessaire grâce à laquelle seulement la société bourgeoise peut vivre sans étouffer, sans disparaître complètement.

Notre économie d'avant-guerre avait sa proportionnalité interne, réglée par le jeu des forces capitalistes sur le marché. La guerre survint et amena des bouleversements profonds dans les rapports réciproques des différentes branches de l'économie. Comme des champignons vénéneux, les entreprises de l'industrie de guerre surgirent en foule au détriment de l'industrie normale. Puis ce furent la révolution, la guerre civile avec ses dévastations, le sabotage avec sa sape sournoise. Quel héritage reçûmes-nous? Une économie qui n'avait plus que de faibles survivances de la proportionnalité de ses parties, une économie qui, formée par le capitalisme, avait été ensuite mutilée par la guerre impérialiste et enfin complètement détruite par la guerre civile: voilà quel fut notre héritage. Par quels moyens avons-nous pu déboucher dans la voie du développement économique?

En régime socialiste, l'économie sera dirigée selon les méthodes centralistes et, par suite, la proportionnalité nécessaire des différentes branches sera obtenue au moyen d'un plan rigoureusement équilibré, plan qui comportera certes une grande autonomie des parties constitutives, mais qui sera appliqué sous un contrôle national et ensuite mondial. Une telle mainmise sur l'économie tout entière, un tel enregistrement socialiste parfait ne peut être réalisé *a priori*, spéculativement, par les méthodes bureaucratiques; il ne peut surgir que de l'adaptation progressive du calcul économique

courant, pratique, aux ressources et aux possibilités matérielles existantes, ainsi qu'aux nouveaux besoins de la société socialiste. Mais il faut longtemps pour y arriver. Par quoi aurions-nous pu et aurions-nous dû commencer en 1917-1918 ? L'appareil capitaliste : marché, banques, bourse, était détruit. La guerre civile battait son plein. Il ne pouvait être question d'entrer en accord économique avec la bourgeoisie ou même seulement avec une partie de la bourgeoisie, c'est-à-dire de conférer à cette dernière certains droits économiques. L'appareil bourgeois de gestion économique était détruit non seulement sur l'échelle nationale, mais dans chaque entreprise. Par suite, un problème vital se posait à nous : il nous fallait construire, ne fût-ce qu'un appareil provisoire, rudimentaire, pour retirer de l'industrie chaotique qui nous avait été léguée les produits les plus indispensables pour l'armée du front et de l'arrière et pour la classe ouvrière. Au fond, ce n'était pas là une tâche économique au sens large du mot, mais une tâche militaire industrielle. Avec le concours des syndicats, l'Etat s'empara matériellement des entreprises industrielles et créa un appareil centralisé, extrêmement lourd et encombrant, qui pourtant permit d'assurer à l'armée l'équipement et les munitions nécessaires, en quantité minime il est vrai, mais cependant suffisante pour nous empêcher d'être vaincus et même pour nous donner la victoire dans la lutte.

La politique de réquisitions de l'excédent de la production paysanne menait inévitablement à la réduction et à l'abaissement de la production agricole. La politique d'égalisation des salaires menait inévitablement à l'abaissement de la productivité du travail. La politique de direction bureaucratique centralisée de l'industrie excluait la possibilité d'une utilisation véritablement centralisée et complète de l'outillage technique et de la main-d'œuvre. Mais toute cette politique du communisme de guerre nous avait été imposée par notre situation de forteresse assiégée avec une économie désorganisée et des ressources épuisées.

L'on nous demandera si nous n'espérons pas passer du communisme de guerre au socialisme sans grand détour, bouleversement économique et retour en arrière, c'est-à-dire par une ligne ascendante plus ou moins droite. En effet,

dans cette période nous espérions fermement que le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale se développerait plus rapidement. C'est là un fait incontestable. Et si le prolétariat en Allemagne, en France, en Europe en général, s'était emparé du pouvoir en 1919, toute notre évolution économique aurait revêtu une forme entièrement différente. En 1883, Marx écrivait à Nicolas Danielson, un des théoriciens des *narodniki* (populistes) russes, que si le prolétariat s'emparait du pouvoir en Europe avant que l'*obchtchina* (communauté rurale) eût complètement disparu de la scène historique, cette communauté rurale pourrait devenir en Russie le point de départ du développement communiste. Et il avait parfaitement raison. A plus forte raison pouvions-nous supposer alors que, si le prolétariat s'emparait du pouvoir en 1919, il prendrait à sa remorque notre pays arriéré au point de vue économique et culturel, nous aiderait avec sa technique et son organisation et nous permettrait ainsi d'arriver en corrigeant et en modifiant les méthodes de notre communisme de guerre, à l'économie véritablement socialiste. Oui, nous espérions qu'il en serait ainsi. Notre politique ne s'est jamais basée sur l'atténuation des possibilités et des perspectives révolutionnaires. Au contraire, en tant que force révolutionnaire vive, nous avons toujours cherché à élargir ces possibilités, à les épuiser complètement. Ce sont MM. Scheidemann et Ebert, qui, à la veille de la révolution, nient la révolution et se préparent à devenir ministres de l'empereur. La révolution les prend au dépourvu, ils pataugent lamentablement, puis à la première occasion se transforment en instruments de la contre-révolution. Quant aux gens de l'Internationale II 1/2, ils s'efforçaient particulièrement à ce moment de se distinguer de la II^e Internationale, et c'est pourquoi ils proclamèrent la venue d'une époque révolutionnaire et reconnurent la dictature du prolétariat. Mais, il va de soi, ce n'était là chez eux que des mots. Au premier reflux, tous ces éléments hybrides retournèrent sous l'aile de Scheidemann. Mais le fait même de la formation de l'Internationale II 1/2 attestait que la perspective révolutionnaire de l'Internationale Communiste, et en particulier de notre Parti, n'était nulle-

ment « utopique », au point de vue non seulement de la tendance générale, mais du rythme du développement.

Ce qui manqua au prolétariat révolutionnaire après la guerre, ce fut un parti révolutionnaire. La social-démocratie a sauvé le capitalisme, c'est-à-dire retardé de plusieurs années l'heure de sa perte, ou, plus exactement, prolongé son agonie, car l'existence actuelle du monde capitaliste n'est autre chose qu'une agonie qui traîne en longueur.

Toujours est-il que, de ce fait, la République soviétique s'est trouvée dans les conditions les plus défavorables pour son développement économique. La Russie ouvrière et paysanne se trouva dans le cercle du blocus économique. Ce qui nous venait d'Occident, ce n'était pas une aide technique ni un secours d'organisation, mais des interventions militaires successives. Et lorsqu'il apparut nettement que nous sortirions vainqueurs de la guerre, il devint clair que, dans le domaine économique, il nous faudrait encore très longtemps compter uniquement sur nos propres forces et ressources.

La Nouvelle Politique Economique

Par suite, il devint nécessaire de passer du communisme de guerre — c'est-à-dire des mesures exceptionnelles destinées à soutenir la vie économique de la forteresse assiégée — à un système de mesures susceptibles d'assurer le développement progressif des forces de production du pays, même sans le concours de l'Europe socialiste. La victoire militaire, qui eût été impossible sans le communisme de guerre, permit à son tour de passer des mesures nécessitées par la guerre aux mesures d'opportunité économique. Telle est l'origine de ce qu'on a appelé la « nouvelle politique économique ». Cette politique est fréquemment qualifiée de retour en arrière, et c'est ainsi que nous-mêmes nous la nommons — non sans un certain fondement. Mais pour apprécier justement en quoi consiste ce recul, pour comprendre combien il ressemble peu à une « capitulation », il est nécessaire de se rendre compte de notre situation économique actuelle et des tendances de son développement.

En mars 1917, le tsarisme fut renversé. En octobre de la même année, la classe ouvrière s'empara du pouvoir. Presque toute la terre, nationalisée par l'Etat, fut transmise aux paysans. Les paysans qui cultivent cette terre sont obligés maintenant de payer à l'Etat un impôt en nature déterminé, lequel est un appoint essentiel à l'œuvre de construction socialiste. L'Etat ouvrier a en sa possession tout le réseau ferroviaire, toutes les entreprises industrielles et, à quelques exceptions d'importance secondaire, exploite ces entreprises à son propre compte. Tout le système de crédit est concentré entre les mains de l'Etat. Le commerce extérieur est tout entier monopolisé par l'Etat. Tous ceux qui sont capables d'apprécier froidement et sans parti pris ces résultats de l'existence quinquennale de l'Etat ouvrier devront dire : Oui, pour un pays arriéré, c'est là un très grand progrès dans la voie du socialisme.

Mais il est à remarquer pourtant que ce progrès n'a pas été obtenu par un développement rectiligne ininterrompu, mais par un mouvement en zigzags : tout d'abord, nous avons eu le régime du « communisme », puis nous avons ouvert les portes toutes grandes à l'échange par la voie du marché. Ce revirement politique a été considéré dans la presse bourgeoise comme une renonciation au communisme et une capitulation devant le capitalisme. Inutile de dire que les social-démocrates expliquent, approfondissent et commentent à qui mieux mieux cette interprétation. Néanmoins, il faut avouer que certains mêmes de nos amis se sont sentis envahis par le doute : N'y a-t-il pas là véritablement, se sont-ils dit, une capitulation ouverte devant le capitalisme? N'y a-t-il pas là véritablement danger que, sur la base du marché libre que nous avons rétabli, le capitalisme se développe de plus en plus et étouffe les premières pousses du socialisme? Pour donner une réponse juste à cette question, il faut tout d'abord dissiper un malentendu essentiel. Il est radicalement faux que le développement économique de la Russie soviétique aille du communisme au capitalisme. Nous n'avons jamais eu le communisme. Nous n'avons jamais eu le socialisme, et il ne pouvait en être autrement. Nous avons nationalisé l'économie désorganisée de la bourgeoisie et, dans la période la plus aiguë de la lutte à mort

qu'il nous fallait soutenir, nous avons instauré le régime du « communisme » de consommation. Après avoir vaincu la bourgeoisie sur le terrain de la politique et de la guerre, nous avons obtenu la possibilité de nous occuper de notre économie et nous avons été forcés de rétablir la liberté d'échange entre la ville et la campagne, entre les différentes branches de l'industrie et entre les différentes entreprises.

Sans le marché libre, le paysan ne trouve pas sa place dans l'économie, il n'a plus rien qui le stimule à améliorer et à intensifier sa production. Seul, le développement puissant d'une industrie étatique, capable d'assurer au paysan tout ce qui lui est nécessaire pour lui et son exploitation, préparera le terrain pour l'inclusion du paysan dans le système général de l'économie socialiste. Théoriquement, cette tâche sera résolue au moyen de l'électrification qui donnera une impulsion puissante à l'agriculture, mettra fin à l'isolement moyenâgeux du moujik et transformera radicalement la vie campagnarde. Mais pour arriver à ces résultats, il faut améliorer les conditions d'existence du petit propriétaire rural actuel. Or, pour cela, il n'y a qu'un moyen : le marché libre, qui éveille l'intérêt personnel du petit propriétaire. Nous voyons déjà les premiers résultats de l'application de cette méthode. L'Etat ouvrier, cette année, reçoit de la campagne, sous forme d'impôts en nature, beaucoup plus de céréales qu'il n'en obtenait pendant le communisme de guerre au moyen de la réquisition de l'excédent de la production. En même temps l'agriculture progresse incontestablement. Le paysan est satisfait, et, sans relations normales entre le prolétariat et la paysannerie, le développement du socialisme serait impossible dans notre pays.

Mais la nouvelle politique économique ne découle pas seulement des rapports entre la ville et la campagne. Elle est une étape nécessaire dans le développement de l'industrie étatique. Entre le capitalisme — sous le régime duquel les moyens de production sont la propriété des particuliers et tous les rapports économiques sont réglés par le marché — et le socialisme achevé qui mène l'économie sociale suivant un plan systématique, il existe une série de degrés intermédiaires, et la « NEP » (nouvelle politique économique) est un de ces degrés.

Examinons cette question sur l'exemple des chemins de fer. Les chemins de fer sont la branche la mieux préparée pour l'économie socialiste, car le réseau ferroviaire avait déjà été en grande partie nationalisé chez nous sous le régime capitaliste, par sa technique même il était centralisé, et, jusqu'à un certain point, normalisé. Nous avons reçu la bonne moitié de nos chemins de fer de l'Etat lui-même, le reste nous en avons exproprié les sociétés privées. La gestion véritablement socialiste doit, certes, considérer tout le réseau comme un tout unique, c'est-à-dire non pas du point de vue du propriétaire de telle ou telle ligne de chemin de fer, mais du point de vue des intérêts de tout le service du transport et de toute l'économie du pays. Elle doit répartir les locomotives ou les wagons entre les différentes lignes comme l'exigent les intérêts généraux de la vie économique du pays. Mais procéder à un tel mode d'exploitation, même dans le domaine centralisé des transports par voies ferrées n'est pas chose facile. Il faut encore traverser toute une série d'étapes économiques et techniques intermédiaires. Les locomotives sont de types différents, parce qu'elles ont été construites à des époques différentes par des compagnies différentes et dans différentes usines; en outre, des locomotives différentes sont réparées en même temps dans les mêmes ateliers et, inversement, des locomotives semblables dans des ateliers différents. La société capitaliste, on le sait, gaspille une énorme quantité de main-d'œuvre par suite de la variété superflue, de la diversité anarchique des parties constitutives de son appareil de production. Ainsi donc, il faut classer les locomotives par types et les répartir conformément à cette division entre les voies ferrées et les ateliers. C'est là le premier pas sérieux dans la voie de la normalisation, c'est-à-dire de la réalisation de l'homogénéité technique des locomotives et de leurs parties constitutives. La normalisation, comme nous l'avons dit maintes fois, et avec raison, est le socialisme de la technique. Sans la normalisation, la technique n'atteindra jamais son summum de développement. Mais où pourrait-on trouver, pour commencer la normalisation, un terrain plus favorable que les chemins de fer? Et, en fait, nous avons entrepris cette tâche, mais nous nous sommes immédiatement heurtés à de grands obstacles. Les

lignes de chemins de fer, non seulement les lignes privées, mais aussi les lignes étatiques, effectuaient leurs opérations avec toutes les autres entreprises économiques au moyen du marché. Économiquement, c'était, étant donné le système économique alors en vigueur, inévitable et nécessaire, parce que l'entretien et le développement d'une ligne quelconque dépend de son rapport. Si cette ligne donne des bénéfices à son propriétaire, on ne peut le voir qu'au moyen du marché, tant que l'on n'a pas élaboré les méthodes de l'enregistrement socialiste général de toute l'économie : or, ces méthodes, comme nous l'avons dit, ne peuvent être que le résultat de l'expérience d'un travail prolongé effectué sur la base des moyens de production nationalisés.

Ainsi donc, les anciens moyens de vérification économique furent supprimés par la guerre civile avant que de nouveaux eussent pu être créés. Dans ces conditions, tout le réseau ferroviaire se trouvait formellement unifié, mais chaque partie de ce réseau était détachée de tout le reste du milieu économique et restait isolée. Considérant ce réseau comme un tout technique se suffisant à soi-même, unifiant les dépôts de matériel et de wagons, triant les locomotives et les assemblant par types, centralisant la réparation, c'est-à-dire poursuivant un but technique socialiste abstrait, nous risquions de perdre définitivement tout contrôle sur l'utilité ou l'inutilité, l'avantage ou le désavantage de chaque ligne en particulier et de tout le réseau dans son ensemble. Quelles sont les lignes à développer ou à réduire, le matériel roulant et le personnel nécessaires pour telle ou telle ligne; de quelle quotité du transport l'État peut-il disposer pour ses besoins personnels; quelle quotité doit-il mettre à la disposition des autres organisations et des particuliers? Ce sont là des questions qui, l'histoire actuelle le prouve, ne peuvent être résolues qu'au moyen de l'établissement d'un prix déterminé pour le transport, d'une comptabilité régulière et d'une évaluation commerciale juste. Ce n'est qu'en faisant le bilan exact des différentes parties du réseau ferroviaire, ainsi que celui des autres branches de l'économie que nous arriverons à élaborer les méthodes de la statistique socialiste et du nouveau plan économique. Par suite, il devient nécessaire, même après la mainmise

de l'État sur tous les chemins de fer, d'attribuer à certaines lignes ou à certains groupes de chemins de fer une autonomie économique, c'est-à-dire de les laisser s'adapter à toutes les autres entreprises économiques dont ils dépendent ou qu'ils desservent. Des plans techniques abstraits et des buts formellement socialistes sont insuffisants pour aiguiller dans la voie du socialisme le service des chemins de fer organisé sur les bases capitalistes. Durant un certain temps, durant un temps assez long, l'État ouvrier, même dans la gestion du réseau ferroviaire, devra employer les méthodes capitalistes, c'est-à-dire les méthodes du marché.

Ce qui vient d'être dit s'applique encore, évidemment, beaucoup plus aux entreprises industrielles, qui, sous le capitalisme, étaient loin d'être aussi centralisées et normalisées que les chemins de fer. Après la suppression du marché libre et du système de crédit, chaque usine ressemblait à un appareil téléphonique dont les fils auraient été coupés. Le communisme de guerre créa un succédané bureaucratique d'unification économique. Les usines de constructions mécaniques dans l'Oural, dans le bassin du Donetz, à Moscou, à Petrograd, etc., se trouvèrent sous la direction d'un seul appareil central qui répartissait entre elles le combustible, les matières premières et l'outillage technique, ainsi que la main-d'œuvre qu'il soutenait au moyen du système de la ration égale. Il est de toute évidence qu'un tel mode bureaucratique de gestion nivelait entièrement les particularités de chaque entreprise et supprimait la possibilité même de contrôler sa productivité et ses avantages, même si les données statistiques de l'appareil central eussent été plus ou moins exactes, ce qui, en réalité, n'était pas.

Pour que chaque entreprise devienne une cellule constitutive d'un organisme socialiste unique fonctionnant régulièrement, il faut un grand travail transitoire de gestion économique dans les conditions du marché, travail qui durera une série d'années. Et, pendant cette époque de transition, chaque entreprise et chaque groupe d'entreprises doivent plus ou moins s'orienter eux-mêmes sur le marché et se contrôler par le marché. C'est là que réside le sens de la nouvelle politique économique, dont l'importance comme concession politique à la paysannerie a surgi au premier

plan, mais dont l'importance n'est pas moindre en tant qu'étape inévitable dans le développement de l'industrie étatique pendant la période de transition de l'économie capitaliste à l'économie socialiste.

Ainsi donc, pour la régularisation de l'industrie, l'Etat ouvrier a recours aux méthodes du marché. Le marché a besoin d'un équivalent général. Comme vous le savez, cet équivalent est, chez nous, assez misérable. Le camarade Lénine a déjà parlé des efforts que nous avons faits pour obtenir une certaine stabilisation du rouble et a signalé que ces efforts n'étaient pas restés sans succès. Fait instructif au plus haut point : le rétablissement du marché amène la réapparition des fétiches capitalistes dans le domaine de la théorie économique, et cela chez un grand nombre même de communistes, lorsqu'ils agissent non comme communistes, mais comme commerçants sur le marché. Nos entreprises, comme vous le savez, souffrent du manque de ressources. Où prendre ces ressources? Evidemment de la planche aux assignats. Il suffit, pense-t-on, d'accroître l'émission du papier-monnaie pour mettre en marche une série de fabriques et d'usines qui maintenant ne fonctionnent plus. En échange de vos misérables chiffons de papier que vous nous dispensez si parcimonieusement, disent quelques camarades, nous vous donnerions dans quelques mois de la toile, des chaussures, des boulons et autres objets utiles. La fausseté de ces raisonnements saute aux yeux. L'insuffisance de fonds de roulement atteste uniquement que nous sommes pauvres et que, pour élargir notre production, il nous faut passer par le stade de l'accumulation socialiste primitive. Notre pauvreté en céréales, en charbon, en locomotives, en habitations, etc., etc., revêt maintenant la forme d'une insuffisance de capital de roulement parce que nous avons transféré notre gestion économique sur la base du marché. La grande industrie signale avec envie les succès de la petite industrie. En effet, maintenant que notre économie renaît à la vie, les ressources disponibles sont affectées en premier lieu aux besoins les plus urgents, c'est-à-dire aux entreprises fabriquant des produits de consommation courante ou des objets d'usage journalier pour les ouvriers et les paysans. Les entreprises qui fabriquent actuellement

ces produits font de bonnes affaires. En outre, les entreprises étatiques se concurrencent actuellement les unes les autres; elles concurrencent en partie également les entreprises privées, qui, comme nous le verrons, sont très peu nombreuses. Ce n'est que de cette façon que l'industrie nationalisée apprend à travailler comme il faut; il n'est pas d'autre voie pour atteindre ce but, il est impossible d'y arriver par un plan économique, créé *a priori*, élaboré dans les bureaux d'une chancellerie, non plus que par une propagande communiste abstraite. Il faut que chaque usine étatique, ainsi que son directeur technique et son directeur commercial soient soumis, non seulement au contrôle d'en haut, — c'est-à-dire au contrôle des organes étatiques — mais au contrôle d'en bas — c'est-à-dire à celui du marché qui, pendant une période assez longue encore, restera le régulateur de l'économie étatique. A mesure que l'industrie légère étatique, se consolidant sur le marché, commence à donner des bénéfices à l'Etat, des fonds de roulement disponibles apparaissent qui peuvent être affectés aux besoins de la grande industrie. Ce n'est pas là, il va de soi, la seule source où l'Etat puisse puiser. Il y en a encore d'autres : l'impôt en nature des paysans, les impôts sur l'industrie et le commerce privés, les recettes douanières, etc.

Ainsi donc, les embarras financiers de notre industrie n'ont pas un caractère intrinsèque, mais sont la conséquence obligée de la restauration de l'économie. Si, en accroissant l'émission de papier-monnaie, notre Commissariat des Finances essayait d'aller au-devant des désirs de chaque entreprise industrielle, le marché rejeterait inévitablement le superflu de papier-monnaie avant que les usines pussent déverser sur le marché de nouveaux produits; en d'autres termes, le rouble subirait une telle dépréciation que la capacité d'achat de cette émission doublée ou triplée serait inférieure à la capacité d'achat de l'argent disponible actuellement existant. Certes, l'Etat ne renonce pas à faire de nouvelles émissions, mais ces émissions doivent être effectuées de telle façon qu'elles correspondent au développement réel de la vie économique, que dans chaque cas particulier elles accroissent la force d'achat de l'Etat et par là même contribuent à l'accumulation socialiste primi-

tive. L'Etat, de son côté, ne renonce pas entièrement à la réglementation de l'économie, c'est-à-dire qu'il se réserve le droit d'apporter des modifications conscientes et importantes à l'action du marché. Mais il ne part pas d'une statistique *a priori*, ni d'un plan hypothétique abstrait et très inexact, comme il le faisait sous le communisme de guerre, mais du travail effectif du marché qu'il peut contrôler par le cours du change et par la situation du système centralisé du crédit étatique.

Les forces et les ressources des deux camps

Où nous mène donc la nouvelle politique économique : au capitalisme ou au socialisme ? C'est là évidemment une question cardinale. Marché, liberté du commerce des céréales, concurrence, affermage, concessions : quelles sont les conséquences de tout cela ? Si l'on cède à Satan le bout du doigt ne faudra-t-il pas lui céder ensuite le bras, l'épaule et, en fin de compte, tout le corps ? Maintenant déjà nous voyons apparaître le capital privé dans le commerce, particulièrement comme intermédiaire entre la ville et la campagne. Chez nous le capital commercial privé traverse une seconde fois le stade d'accumulation capitaliste primitive, tandis que l'Etat ouvrier traverse la période d'accumulation socialiste primitive. Du moment que le capital commercial privé augmente, il tend inévitablement à pénétrer dans l'industrie. L'Etat concède à bail des usines et des fabriques à des entrepreneurs privés. Ainsi donc, l'accumulation du capital privé s'effectue déjà non seulement dans le commerce, mais aussi dans l'industrie. N'arrivera-t-il pas que messieurs les exploités : spéculateurs, commerçants, fermiers, concessionnaires, deviendront de plus en plus forts sous l'égide de l'Etat ouvrier, qu'ils mettront la main sur une partie de plus en plus considérable de l'économie nationale, absorberont par l'intermédiaire du marché les éléments du socialisme, puis, à un moment donné, s'empareront également du pouvoir étatique ? En effet, aussi bien qu'Otto Bauer lui-même, nous savons que l'économie est la base et la politique, la superstructure. Tout cela ne signi-

fie-t-il pas que la « NEP » est la préparation à la restauration du capitalisme ?

Si l'on répond abstraitement à une question aussi abstraite, l'on ne peut évidemment nier que l'on ne saurait exclure le danger d'une restauration capitaliste, pas plus que l'on ne saurait exclure le danger d'une défaite temporaire au cours d'une lutte quelconque. Lorsque nous guerroyions contre Koltchak et Dénikine que soutenait l'Entente, notre défaite était fort possible, et Kautsky l'attendait chaque jour. Mais tout en tenant compte de la possibilité théorique de la défaite, nous orientons pratiquement notre politique vers la victoire. La corrélation des forces en tout cas n'excluait pas la possibilité de notre victoire. A cette corrélation des forces nous avons indiqué une volonté ferme et une stratégie juste. Et nous avons vaincu. Maintenant également la lutte se déroule entre les mêmes ennemis : l'Etat ouvrier et le capitalisme, non sur le champ de bataille, il est vrai, mais sur l'arène économique. Si, pendant la guerre civile, l'Armée Rouge d'une part, et l'armée blanche de l'autre, luttaient pour soumettre à leur influence les paysans, maintenant la lutte entre le capital étatique et le capital privé a pour objet le marché paysan. Dans cette lutte, il faut, autant que possible, connaître complètement et exactement ses forces et ses ressources, ainsi que celles de l'adversaire. Quelle est donc la situation sous ce rapport ?

Notre ressource la plus importante dans la lutte économique qui se déroule sur le marché est le pouvoir politique. Il faut être atteint du crétinisme réformiste pour ne pas comprendre la valeur de cet instrument. La bourgeoisie, elle, la comprend parfaitement. Toute son histoire le prouve.

Un autre instrument du prolétariat est représenté par les forces de production les plus importantes du pays : tout le service de transport par chemins de fer, toute l'industrie minière, l'immense majorité des entreprises de l'industrie manufacturière se trouvent aux mains de la classe ouvrière qui les exploite elle-même.

L'Etat ouvrier est également propriétaire du sol et, pour la terre qu'il cultive, le paysan lui livre chaque année des centaines de millions de pouds de produits sous forme d'impôt en nature.

Enfin le pouvoir ouvrier possède la frontière : les mar-

chandises, les capitaux étrangers ne peuvent entrer dans le pays que dans la mesure où l'Etat ouvrier le juge désirable et admissible.

Tels sont les instruments et les ressources de la construction socialiste.

Notre adversaire a, évidemment, même sous le pouvoir ouvrier, la possibilité de procéder à une accumulation de capital, et cela tout d'abord en profitant de la liberté du commerce des céréales. Le capital commercial peut pénétrer et pénétre déjà dans l'industrie; il afferme des entreprises, en retire des revenus, grandit. Tout cela est incontestable. Mais quels sont les rapports quantitatifs des forces en lutte les unes contre les autres? Quelle est la dynamique de ces forces? Dans ce domaine, comme dans les autres, la quantité devient qualité. Si le capital privé avait entre ses mains les forces de production les plus importantes du pays, il ne saurait alors, évidemment, être question de construction socialiste, et les jours du pouvoir ouvrier seraient comptés. Quelle est l'importance de ce danger? Quelle est sa proximité? A cette question l'on ne peut répondre que par des faits et des chiffres. Nous citerons les plus importants et les plus indispensables.

Notre réseau ferroviaire, dont le développement est de 63.000 verstes et qui occupe 800.000 ouvriers et employés, est propriété pleine et entière de l'Etat. Or, personne ne niera que le réseau ferroviaire représente un facteur important et, sous beaucoup de rapports, décisif, et ce facteur, nous n'avons aucunement l'intention de le lâcher.

Prenons maintenant l'industrie. Actuellement, même sous la nouvelle politique, toutes les entreprises industrielles sans exception sont propriétés de l'Etat. Quelques-unes de ces entreprises, il est vrai, sont cédées à bail. Mais quel est le rapport entre les entreprises que l'Etat exploite à son propre compte et celles qu'il donne à ferme? Les chiffres suivants le montrent: Au compte de l'Etat travaillent plus de 4.000 entreprises, occupant au total jusqu'à 1.000.000 d'ouvriers; le nombre des entreprises affermées s'élève à un peu moins de 4.000, et ces entreprises emploient au total environ 80.000 ouvriers. Ainsi donc, chaque entreprise étatique occupe en moyenne 207 ouvriers, et chaque entre-

prise cédée à bail 17 ouvriers. La raison en est que les entreprises cédées à bail sont des entreprises de deuxième et principalement de troisième ordre, appartenant à l'industrie légère. Mais, parmi ces entreprises, un peu plus de la moitié seulement (51 0/0) sont exploitées par des capitalistes privés; les autres le sont par différents organes et coopératives étatiques qui reçoivent ces entreprises de l'Etat et les exploitent suivant les clauses d'un contrat déterminé. En d'autres termes, 2.000 petites entreprises environ, occupant de 40 à 50.000 ouvriers sont exploitées par le capital privé, tandis que l'Etat soviétique possède les entreprises les plus puissantes et les mieux outillées, qui s'élèvent au nombre de 4.000 et emploient environ 1.000.000 d'ouvriers. Il est ridicule et absurde de parler de triomphe du capitalisme lorsqu'on ignore ces faits et chiffres. Certes, les entreprises cédées à bail concurrencent les entreprises étatiques, et si l'on raisonne dans l'abstrait, on peut dire: Si les entreprises cédées à bail étaient très bien exploitées et les entreprises étatiques très mal, dans un nombre considérable d'années, le capital privé arriverait à absorber le capital étatique. Mais nous sommes encore loin de cette éventualité. Le contrôle de la vie économique est entre les mains du pouvoir politique et ce pouvoir lui-même est entre les mains de la classe ouvrière. Après avoir rétabli le marché, l'Etat ouvrier, il va de soi, a introduit une série de modifications juridiques nécessaires pour assurer la possibilité des opérations du marché. Dans la mesure où ces réformes législatives et administratives permettent l'accumulation capitaliste, elles sont une concession indirecte, mais très importante à la bourgeoisie. Mais notre nouvelle bourgeoisie ne peut utiliser ces concessions que dans la mesure de ses ressources économiques et politiques. Nous avons vu quelles sont ses ressources économiques: elles sont plus que modestes. Quant à ses ressources politiques, elles sont nulles. Et nous nous efforcerons de faire en sorte que, dans le domaine politique, il n'y ait aucune « accumulation ». Il ne faut pas oublier que l'appareil de crédit, ainsi que l'appareil fiscal se trouvent entre les mains de l'Etat ouvrier et représentent un instrument très important pour l'industrie étatique dans sa lutte contre l'industrie privée.

Le rôle du capital privé dans le commerce est, il est vrai, plus considérable. Il n'est pas encore possible de fournir des données précises à ce sujet, mais, d'après les calculs très approximatifs de nos coopérateurs, le capital privé représente 30 o/o et le capital étatique-coopératif 70 o/o du capital en circulation dans le commerce. Le principal rôle du capital privé c'est d'être l'intermédiaire entre l'économie rurale et l'industrie, et en partie entre les différentes branches de l'industrie. Mais les entreprises industrielles les plus importantes se trouvent entre les mains de l'Etat. C'est l'Etat également qui a la clé du commerce extérieur. L'Etat est le principal acheteur et vendeur sur le marché. Dans ces conditions, la coopération peut concurrencer avec succès suffisant le capital privé, et elle le pourra de plus en plus. En outre, rappelons encore une fois que les ciseaux du fisc sont un instrument très important : ils ne manqueront pas de tondre le capital privé pour empêcher qu'il ne s'accroisse outre mesure.

Théoriquement, nous avons toujours affirmé que le prolétariat, après la conquête du pouvoir, serait obligé, pendant un temps très long encore, de tolérer aux côtés des entreprises étatiques, les entreprises privées, moins perfectionnées au point de vue technique, moins susceptibles d'être centralisées; nous n'avons jamais douté que les rapports entre les entreprises étatiques et privées, et dans une mesure considérable, les rapports réciproques entre les différentes entreprises ou leurs groupes, seraient régularisés par la voie du marché, au moyen du numéraire. Mais, par là même, nous admettions que, parallèlement au processus de réorganisation socialiste de l'économie, se déroulerait le processus d'accumulation du capital privé. Pourtant, nous n'avons jamais craint que l'accumulation privée dépasse et arrête la croissance de l'économie étatique. Comment se fait-il donc que l'on parle de la victoire inévitable du capitalisme ou de notre « capitulation » devant lui? La raison en est bien simple : c'est parce que nous avons laissé les petites entreprises dans les mains des particuliers, alors qu'au début nous les avions nationalisées et avions même essayé d'en exploiter une partie au compte de l'Etat et qu'ensuite nous les avons cédées à bail. Mais quel que soit

le jugement que l'on porte sur ce zigzag économique, — qu'on le considère comme une nécessité découlant fatalement de toute notre situation ou bien comme une faute tactique, — il est tout à fait clair que ce revirement, ou, si l'on veut, ce « recul », ne change rien au rapport des forces entre l'industrie étatique et l'industrie des concessions privées : d'un côté, le pouvoir étatique, le réseau ferroviaire et 1.000.000 d'ouvriers industriels; de l'autre côté, environ 50.000 ouvriers exploités par le capital privé. Y a-t-il, après cela, une raison de considérer que, dans ces conditions, l'accumulation capitaliste a la victoire assurée sur l'accumulation socialiste?

Les principaux atouts sont manifestement entre nos mains, à l'exception d'un seul, mais très important : le capital privé qui opère actuellement en Russie a derrière lui le capital mondial. Nous vivons encore dans l'encerclement capitaliste. C'est pourquoi on peut dire et on doit se demander si notre socialisme naissant qui opère encore avec les moyens capitalistes ne sera pas acheté par le capital mondial.

Pour cette opération il faut deux parties : l'acheteur et le vendeur. Mais le pouvoir est entre nos mains, entre les mains de la classe ouvrière. C'est de cette dernière que dépendent les concessions, leur objet et leurs dimensions. Le commerce extérieur est monopolisé. Le capital européen essaie de faire des brèches dans le monopole. Mais il n'y arrivera pas. Le monopole du commerce extérieur a pour nous une importance fondamentale. Il est pour nous un des moyens de défense contre le capitalisme qui, certes, achèterait volontiers, à certaines conditions, notre socialisme naissant après s'être convaincu de son impuissance à l'écraser par la force armée. Quelle est la situation maintenant en matière de concessions? Le camarade Lénine l'a très bien définie ici même : Beaucoup de discussions, a-t-il dit, peu de concessions (*vires*). Quelle en est la raison? Tout simplement que nous n'avons nullement capitulé et que nous ne capitulerons pas devant le capitalisme. Maintes fois, il est vrai, les partisans du rétablissement des relations avec la Russie soviétique ont dit et écrit que le capital mondial, qui traverse actuellement une crise très forte, a besoin de

la Russie soviétique : l'Angleterre a besoin du marché russe, l'Allemagne du blé russe, etc. Cela, semble-t-il, est tout à fait juste, si l'on considère le monde au point de vue pacifiste, c'est-à-dire au point de vue du « bon sens », qui est toujours très pacifique (*vires*) et, par suite, est toujours le dindon de la farce. Le capital anglais, semble-t-il, devrait s'efforcer de pénétrer en Russie; la bourgeoisie française, semble-t-il, devrait nous fournir de la technique allemande, afin de créer par là à l'Allemagne de nouvelles sources de revenus pour le paiement de ses contributions de guerre. Mais il n'en est pas ainsi. Pourquoi? Parce que nous vivons à une époque de déséquilibre complet du capitalisme, à une époque de crises multiples, — économiques, politiques, militaires, — à une époque d'instabilité, d'insécurité et d'alarme perpétuelles. Par suite, la bourgeoisie ne peut mener une politique de grande envergure, basée sur une longue période de temps, car cette politique deviendrait immédiatement une équation avec un trop grand nombre d'inconnues. En fin de compte, nous avons conclu un traité commercial avec l'Angleterre. Mais il y a déjà un an et demi de cela, et maintenant encore nous n'achetons à l'Angleterre qu'en payant comptant en or; quant aux concessions, elles ne sont pas encore sorties du domaine de la discussion.

Si la bourgeoisie européenne, et en premier lieu la bourgeoisie anglaise, considérait que la réalisation d'une large collaboration avec la Russie peut *immédiatement* amener des améliorations sérieuses dans la situation économique de l'Europe, Lloyd George et consorts se seraient certainement arrangés pour que la Conférence de Gênes donnât d'autres résultats. Mais ils comprennent parfaitement que la collaboration avec la Russie ne peut entraîner *immédiatement* des changements importants. Le marché russe ne supprimera pas en quelques semaines, ni même en quelques mois, le chômage qui sévit en Angleterre. Ce n'est que peu à peu que la Russie peut devenir un facteur de plus en plus important dans la vie économique de l'Europe et du monde; par ses dimensions, par ses ressources naturelles, par la quantité de sa population et particulièrement par son activité éveillée par la révolution, la Russie peut devenir une force économique très importante de l'Europe et du monde

entier; mais pour cela il faut attendre non pas des jours, mais des années. La Russie pourrait devenir un acheteur et un fournisseur puissant si elle obtenait en ce moment des crédits qui lui permettraient d'accélérer son développement économique. Dans cinq ans, dans dix ans au plus, elle serait pour l'Angleterre un marché de premier ordre. Mais, pour cela, il faut que le gouvernement anglais soit assuré que dans dix ans il existera encore et que le capital anglais sera dans dix ans assez fort pour maintenir sous son emprise le marché russe. En d'autres termes, une politique de collaboration économique véritable avec la Russie ne peut être qu'une politique à long terme, ayant une large base. Mais, précisément, la bourgeoisie d'après-guerre n'est plus capable de mener une politique de grande envergure. Elle ignore ce que lui apportera demain et, à plus forte raison, après-demain. Et c'est là un des indices qui attestent que sa mission historique est terminée.

Pourtant, Leslie Urquhart a bien tenté de passer avec nous un contrat pour une durée de 99 ans : n'est-ce pas là un fait en contradiction avec notre thèse? En réalité, la contradiction n'est qu'apparente. Le calcul d'Urquhart est simple et, en l'espèce, infaillible. Si le capitalisme, en Angleterre et dans le monde entier, tient encore 99 ans, Urquhart conservera ses concessions en Russie comme dans les autres pays. Mais si la révolution prolétarienne éclate non pas dans 99 ans, non pas même dans 9 ans, mais beaucoup plus tôt? Evidemment, dans ce cas, la Russie ne sera pas pour les possédants du monde entier la terre bénie où ils conserveront leurs propriétés. Mais, comme dit le proverbe russe, lorsqu'on va être décapité on ne pleure pas sur la perte de ses cheveux.

Lorsque nous avons proposé pour la première fois des concessions à long terme, Kautsky en a inféré que nous ne croyions pas à la proximité de la révolution prolétarienne. Maintenant, il doit, pour être logique, conclure que nous remettons la date de l'avènement de la révolution au moins à 99 ans. Une telle déduction, parfaitement digne de cet honorable, mais quelque peu ramolli, théoricien, ne serait pourtant pas fondée. En effet, en apposant notre signature au bas d'un contrat de concession, nous ne nous portons garants

par rapport à cette concession que pour notre législation et notre administration et non pas pour le travail de la révolution mondiale. Cette dernière franchira des obstacles bien autrement importants que nos traités de concessions — que naturellement elle annulera.

Les social-démocrates parlent de « capitulation » du pouvoir soviétique devant le capitalisme, mais, au lieu de baser cette affirmation sur des faits et des chiffres, ils la basent sur des lieux communs, sur le terme de « capitalisme d'Etat », fréquemment employé chez nous pour désigner notre économie étatique. Je ne juge ce terme ni exact ni heureux. Le camarade Lénine a déjà souligné, dans son rapport, la nécessité d'employer ce terme entre guillemets, c'est-à-dire de n'en user qu'avec la plus grande prudence. C'est là un avertissement des plus nécessaires, car nous sommes loin d'avoir tous cette prudence. En Europe, ce terme a été compris, même parfois dans les milieux communistes, d'une façon tout à fait erronée. Nombreux sont ceux qui croient que notre industrie étatique est un véritable capitalisme d'Etat dans l'acception marxiste intégrale de ce mot. Certes, il n'en est pas ainsi. Si notre industrie est un « capitalisme d'Etat », c'est entre des guillemets si grands qu'ils cachent presque complètement le terme lui-même. Pourquoi? La chose est claire : en employant ce terme il est impossible de ne pas tenir compte de la nature de classe de l'Etat.

Il n'est pas inutile de rappeler que ce terme est d'origine socialiste. Jaurès et, à sa suite, tous les réformistes français ont parlé de la « socialisation progressive de la République Démocratique ». A cela nous, marxistes, nous répondions que, tant que le pouvoir se trouve aux mains de la bourgeoisie, la socialisation n'est pas la socialisation, et qu'elle mène non pas au socialisme, mais seulement au capitalisme d'Etat.

En d'autres termes, la propriété individuelle des capitalistes privés sur les fabriques, les chemins de fer, etc..., sera remplacée par la propriété collective de la firme bourgeoise qui a nom « Etat » sur tout un groupe d'entreprises, de chemins de fer, etc... Tant que la bourgeoisie est au pouvoir, elle exploite en tant que personne collective le prolétariat, par l'intermédiaire du capitalisme d'Etat tout comme

un bourgeois isolé exploite « ses » ouvriers au moyen de la propriété individuelle. Ainsi, le terme « capitalisme d'Etat » était arboré ou en tout cas employé comme terme de polémique par les marxistes révolutionnaires contre les réformistes, afin de bien faire comprendre que la véritable socialisation ne commencera qu'après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Les réformistes, on le sait, construisaient tout leur programme sur les réformes. Nous, marxistes, nous n'avons jamais nié les réformes socialistes. Mais nous disions que l'époque de réformes socialistes ne commencerait qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est en cela que nous divergions des réformistes. Maintenant, le pouvoir en Russie est entre les mains de la classe ouvrière. L'industrie la plus importante est aux mains de l'Etat ouvrier. Il n'y a pas, en Russie, d'exploitation de classe, donc il n'y a pas de capitalisme, quoiqu'il y en ait les formes. L'industrie de l'Etat ouvrier est, par les tendances de son développement, une industrie socialiste, mais pour son développement elle use des méthodes créées par l'économie capitaliste, méthodes que nous sommes encore loin d'avoir fait disparaître.

Sous le capitalisme d'Etat véritable, c'est-à-dire sous le pouvoir de la bourgeoisie, la croissance du capitalisme d'Etat signifie l'enrichissement de l'Etat bourgeois, le renforcement de sa domination sur la classe ouvrière. Chez nous, au contraire, la croissance de l'industrie étatique soviétique signifie la croissance du socialisme lui-même, le renforcement direct de la puissance du prolétariat.

Que de nouveaux phénomènes économiques se développent sous l'ancien tégument, nous l'avons observé maintes fois au cours de l'histoire, et cela dans les combinaisons les plus diverses. Lorsque l'industrie a commencé à se développer en Russie, sous le régime du servage, à partir de Pierre le Grand et plus tard, les usines et les fabriques créées sur le modèle des usines européennes d'alors étaient construites sur les bases du servage, c'est-à-dire qu'on leur affectait en qualité de main-d'œuvres des serfs paysans; ces usines étaient appelées usines « de possession ». Les capitalistes d'alors, les Strogonov, les Démidov, etc..., auxquels appartenaient ces entreprises développaient le capitalisme

avec les moyens fournis par le régime du servage. De même le socialisme fera nécessairement ses premiers pas dans l'enveloppe capitaliste. Il est impossible de passer aux méthodes socialistes achevées en sautant par-dessus sa propre tête, surtout si, comme c'est le cas pour nous, Russes, — j'espère qu'on ne se formalisera pas de mon expression — elle n'est pas très bien lavée ni peignée. Ce qu'il nous faut c'est apprendre, apprendre encore et apprendre sans cesse.

Le critérium de la productivité du travail

Il est pourtant une question importante, essentielle même, pour la détermination de la vitalité politique d'un régime social. Cette question, à laquelle nous n'avons pas encore touché, est celle de la productivité, non pas de la productivité du travail individuel seulement, mais de la productivité de toute la machine économique. La progression historique de l'humanité, en effet, consiste dans la supplantation des régimes à productivité inférieure par des régimes assurant une productivité supérieure de l'effort humain. Si le capitalisme a remplacé l'ancienne société féodale, c'est uniquement parce que sous la domination du Capital le travail humain est plus productif. Et le socialisme triomphera entièrement et définitivement du capitalisme uniquement parce qu'il assurera une quantité beaucoup plus grande de produits à chaque unité de force vive humaine. Pouvons-nous dire, d'ores et déjà, que nos entreprises étatiques travaillent plus fructueusement qu'elles ne travaillaient en régime capitaliste? Non, nous n'en avons pas encore le droit. Nous seulement les Américains, les Anglais, les Français ou les Allemands travaillent dans leurs usines capitalistes mieux, plus fructueusement, — il en était déjà ainsi même avant la révolution — mais nous-mêmes nous travaillions avant la révolution mieux que maintenant. Au premier abord ce fait peut paraître menaçant au point de vue de l'appréciation de la valeur du régime soviétique. Nos ennemis les bourgeois et à leur suite, bien entendu, les critiques social-démocrates exploitent de toutes façons contre nous le fait de la productivité inférieure de notre économie. A Gênes, répondant à Tchitchérine, le représentant de la France Colrat a déclaré avec son impudence de bourgeois que la délégation sovié-

tique n'avait pas le droit de se prononcer sur les questions économiques, vu la situation économique dans laquelle se trouve actuellement la Russie. Cet argument semble à première vue convaincant; en réalité, il atteste uniquement l'extraordinaire ignorance historique et économique de ceux qui en usent. Certes, il serait à souhaiter que, dès aujourd'hui, nous puissions, non pas par des arguments théoriques tirés de l'expérience, mais par des arguments matériels, mettre en lumière les avantages du socialisme, c'est-à-dire montrer que, grâce à une organisation plus centralisée et plus régularisée, nos usines et fabriques donnent un rendement supérieur à celui des entreprises correspondantes des pays capitalistes, ou tout au moins un rendement égal à celui qu'elles fournissaient avant la révolution; mais il n'en est pas ainsi, il ne peut pas encore en être ainsi, on ne peut arriver aussi rapidement à un tel résultat. Ce que nous avons maintenant, ce n'est pas le socialisme opposé au capitalisme, mais le pénible processus du passage du capitalisme au socialisme, et encore seulement les premiers pas les plus douloureux de ce passage. Pour paraphraser les paroles bien connues de Marx, on peut dire que nous souffrons de ce que nous avons encore de puissantes survivances du capitalisme et seulement des commencements de socialisme.

Oui, la productivité du travail chez nous a diminué, le niveau du bien-être a baissé. Dans l'agriculture, la récolte de l'année dernière représente à peu près les trois quarts de la récolte moyenne d'avant-guerre. Dans l'industrie, la situation est encore plus triste : nous n'avons, cette année, qu'un quart environ de la production d'avant-guerre. Les transports effectuent environ le tiers de leur travail d'avant-guerre. Ces faits sont tristes. Mais en a-t-il été autrement pendant la période de transition du régime féodal au régime bourgeois? La société capitaliste, la riche société capitaliste qui se vante de sa richesse et de sa culture est née aussi d'une révolution, et d'une révolution extrêmement destructrice. La tâche historique objective de la création de conditions propres à assurer une plus grande productivité du travail a été, en fin de compte, résolue par une révolution bourgeoise, ou plus exactement par une série de révolutions. Mais à quel prix? Au prix de dévastations inouïes et d'un

abaissement temporaire du bien-être et de la civilisation. Prenons, par exemple, la France. Evidemment, en qualité de ministre bourgeois, M. Colrat n'est pas obligé de connaître l'histoire de sa patrie bien-aimée. Mais nous, nous connaissons l'histoire de la France et de sa révolution. Que l'on prenne le réactionnaire Taine ou le socialiste Jaurès, on trouvera dans leurs ouvrages un nombre suffisant de faits éclatants caractérisant l'affreuse situation de la France après la révolution. Et si grandes étaient les ruines qu'après le 9 thermidor, c'est-à-dire dans la cinquième année de la Révolution, la misère, loin de diminuer, ne faisait qu'augmenter. Pendant la dixième année de la Révolution française, sous le consulat de Napoléon Bonaparte, Paris qui comptait alors un demi-million d'habitants, recevait journellement de 300 à 500 sacs de farine, alors qu'il lui en fallait au minimum 1.500 pour assurer son existence, et le premier consul comptait chaque jour anxieusement la quantité de sacs de farine amenés à Paris. C'était, ne l'oubliez pas, plus de neuf ans après le début de la Grande Révolution française. A cette époque, la population de la France, par suite de la famine, des épidémies et des guerres, avait diminué dans 37 départements. Inutile de dire que les Colrat et les Poincaré anglais d'alors n'avaient que mépris pour la France ruinée.

Que prouve tout cela? Uniquement que la révolution est un moyen très cruel et très peu économique de résoudre la question. Mais l'histoire n'en a pas trouvé d'autre. La révolution ouvre les portes à un nouveau régime politique, mais elle ne le fait qu'au moyen d'une effroyable catastrophe. Il faut ajouter, en outre, que, chez nous, la Révolution avait été précédée par la guerre. Nous ne sommes pas dans la dixième année de la révolution — ne l'oubliez pas! — mais au début de la sixième année et notre révolution est plus profonde que la Révolution française qui se borna à substituer une forme d'exploitation à une autre, tandis que nous, nous remplaçons une société fondée sur l'exploitation par une autre fondée sur la solidarité. Le bouleversement est très grand, les destructions sont considérables, il y a pas mal de vaisselle cassée et ce qui maintenant saute aux yeux tout d'abord, ce sont les frais de la révolution. Quant à ses

conquêtes les plus importantes, elles ne se réalisent que progressivement, durant des années et des dizaines d'années.

Précisément, ces jours-ci il m'est tombé sous la main un discours ayant rapport à la question qui nous intéresse. C'est celui d'un intellectuel français, Berthelot, le fils du grand Berthelot. Voici la pensée que, en qualité de délégué de l'Académie des Sciences, il a exprimée (je cite d'après le *Temps*): « A toutes les époques de l'histoire, aussi bien dans le domaine de la science que dans celui de la politique et des phénomènes sociaux, aux conflits armés a toujours appartenu le grandiose et terrible privilège d'accélérer l'enfantement des temps nouveaux par le sang et par le fer. »

Naturellement, M. Berthelot sous-entend en première ligne les guerres et, au fond, il a raison, parce que les guerres, lorsqu'elles servaient la cause de la classe révolutionnaire, ont donné une immense impulsion au développement historique et lorsqu'elles servaient la cause des oppresseurs (ce qui arrivait beaucoup plus fréquemment), ont donné maintes fois une impulsion au mouvement des opprimés. Les paroles de Berthelot peuvent être appliquées encore avec plus de justesse aux révolutions. Les « conflits armés » entre les classes, conflits qui provoquent des destructions formidables marquent en même temps « l'enfantement de temps nouveaux ». Ainsi donc, les frais de la révolution ne sont pas des dépenses inutiles. Seulement il ne faut pas en exiger les intérêts avant le moment du terme. Et nous prions nos amis d'attendre encore cinq ans pour que, à la dixième année de la révolution, c'est-à-dire l'année où Napoléon comptait les sacs de farine nécessaires pour ravitailler Paris affamé, nous puissions démontrer la supériorité économique du socialisme sur le capitalisme, non pas seulement par des démonstrations théoriques, mais par des faits matériels. Et à ce moment-là, nous l'espérons, nous pourrions exhiber des faits convaincants.

Pourtant, dans la voie qui mène à ces succès futurs, notre régime, par suite de l'état actuel déplorable de notre industrie, ne court-il pas le risque de se transformer en régime capitaliste? La paysannerie, comme nous l'avons dit, a, cette année, fait une récolte égale à peu près aux trois quarts de celle d'avant-guerre. Quant à l'industrie, sa production totale

n'a été que le quart de celle d'avant-guerre. Par là même, l'équilibre entre la ville et la campagne est rompu, et cela au détriment de la ville. Dans ces conditions, l'industrie étatique ne pourra donner aux paysans un équivalent de produits pour leur blé et les excédents que les paysans déverseront sur le marché deviendront une base pour l'accumulation du capital privé. Ce raisonnement, il va de soi, est en principe juste. Quel que soit le but dans lequel nous les avons rétablies, les conditions du marché ont leur logique. Mais, en l'occurrence, il faut de nouveau consulter les chiffres et, sur la base d'une statistique exacte, établir les rapports quantitatifs justes. Si la paysannerie jetait sur le marché toute sa récolte qui représente trois fois l'équivalent de la production de l'industrie, cela pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour le développement socialiste. Mais, en réalité, la paysannerie produit surtout pour sa propre consommation. En outre, elle livre, cette année, à l'Etat, en vertu de l'impôt en nature, plus de 350 millions de pouds de produits alimentaires. Seul l'excédent qui restera au paysan après qu'il aura acquitté l'impôt et réservé ce qu'il lui faut pour sa consommation personnelle sera jeté sur le marché. Or cela ne fera, cette année, guère plus de 100 millions de pouds, dont une partie considérable sera achetée par la coopération ou les institutions étatiques. De la sorte, l'industrie étatique n'a pas à faire face à toute l'économie paysanne, mais seulement à la partie infime des produits ruraux qui sera déversée sur le marché. Ce n'est que cette partie (ou plus exactement une partie de cette partie) qui deviendra une source d'accumulation du capital privé. A l'avenir, cette partie sera indubitablement de plus en plus considérable. Mais, en même temps, la productivité de l'industrie étatique unifiée augmentera. Et il n'y a absolument aucune raison de supposer que la croissance de l'industrie étatique ne pourra aller de pair avec celle de l'agriculture. Nous allons voir que la savantissime et profonde critique de messieurs les théoriciens de la feuë Internationale II 1/2 est basée principalement sur l'ignorance ou l'incompréhension des rapports économiques les plus élémentaires de la Russie tels qu'ils se forment dans les conditions concrètes de l'espace et du temps.

La critique social-démocrate

Au quatrième anniversaire de notre révolution, c'est-à-dire il y a un an, Otto Bauer a consacré à notre économie une brochure dans laquelle il dit, de notre nouvelle politique économique, dans un style correct et châtié, tout ce que disent ordinairement, l'écume aux lèvres, nos ennemis plus fougueux de la social-démocratie. Tout d'abord, la nouvelle politique économique est une « capitulation devant le capitalisme » ; mais c'est précisément ce qui en fait la valeur pour Otto Bauer, c'est précisément pour cela qu'elle est une politique réaliste (ces messieurs ont toujours compris et comprennent encore le réalisme dans l'agenouillement devant la bourgeoisie à la première occasion favorable). En fin de compte, déclare sentencieusement Otto Bauer, la révolution russe ne peut mener qu'à une république bourgeoise démocratique, ce que lui, Bauer, avait déjà prédit en 1917. Mais, en 1919, nous nous en souvenons parfaitement, les « prédictions » de ces lamentables héros de l'Internationale II 1/2 avaient un caractère quelque peu différent. Ce qu'elles annonçaient alors, c'était l'écroulement du capitalisme et l'avènement de l'époque de révolution sociale. Mais personne ne sera assez sot pour croire que si dans tout le monde le capitalisme touche à sa fin, en Russie révolutionnaire où règne la classe ouvrière la période d'épanouissement capitaliste ne doit encore que commencer. Ainsi donc, en 1917, lorsque Otto Bauer conservait encore intacte sa foi austro-marxiste en l'inébranlabilité du capitalisme et de la monarchie des Habsbourg, il écrivait que la révolution russe peut mener uniquement à la création d'un Etat bourgeois. Mais l'opportuniste socialiste est toujours impressionniste en politique. Pris au dépourvu par la révolution et roulé dans ses vagues il s'écrie en 1919 : « Voilà l'effondrement du capitalisme, voilà le début de l'ère de révolution sociale ! » Mais comme maintenant, grâce à Dieu, la vague de la révolution s'est de nouveau affaïssée, notre sage retourne à toute vitesse à sa prophétie de 1917 ; car, nous le savons, il a, par bonheur, à sa disposition, deux prophéties toutes prêtes, qu'il peut utiliser à son gré (*vires*). Plus loin, Bauer raisonne ainsi : « Ainsi donc, nous assistons (en Russie) à la

restauration d'une économie capitaliste, dirigée par la nouvelle bourgeoisie appuyée sur les millions d'exploitations paysannes; et c'est à cette bourgeoisie que devront, *volens-nolens*, s'adapter la législation et l'administration de l'Etat. » Vous voyez, maintenant, ce qu'est notre Russie soviétique? Il y a un an déjà, Otto Bauer déclarait que chez nous l'économie et l'Etat étaient sous le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. C'est cette location des entreprises les plus mal outillées et employant, comme je vous l'ai dit, environ 50.000 ouvriers — en face du million d'ouvriers des meilleures entreprises de l'Etat — que l'on appelle une « capitulation du pouvoir soviétique devant le capital industriel »!

Pour donner à ces assertions absurdes autant qu'impudentes un cadre historique approprié, Bauer déclare : « Après de longues hésitations, le gouvernement soviétique s'est enfin (!) décidé à reconnaître les dettes contractées par le gouvernement tsariste à l'étranger. » En un mot, capitulation sur capitulation.

Comme plusieurs de nos camarades, naturellement, n'ont pas toujours notre histoire exacte présente à la mémoire, je rappellerai que, le 4 février 1919, nous avons fait par radio, à tous les gouvernements capitalistes, les propositions suivantes : 1° Reconnaissance des dettes contractées par les précédents gouvernements de la Russie; 2° Engagement de nos matières premières comme garantie du paiement des emprunts et des intérêts; 3° Concessions à leur goût; 4° Cession de territoires sous forme d'occupation militaire de certains districts par les forces armées de l'Entente ou de ses agents russes.

Tout cela, nous l'avons proposé par un radio du 4 février 1919 au monde capitaliste, en lui demandant en échange de nous laisser la paix. Or, en avril de la même année, nous avons renouvelé ces propositions sous une forme encore plus circonstanciée et plus précise au plénipotentiaire officieux de l'Amérique — comment s'appelait-il déjà? (*rires*)... ah! oui, Bullitt... Eh bien, camarades, comparez ces propositions avec celles que nos représentants ont faites à Gênes et à La Haye et qui ont été rejetées, et vous verrez que nous marchons, non pas à des concessions plus grandes, mais au contraire à une défense plus ferme de nos conquêtes révolutionnaires. Maintenant, nous n'avons reconnu au-

cune dette; nous ne donnons et ne nous disposons à donner en gage aucune matière première; dans la question des concessions, nous sommes des plus réservés et, en tout cas, nous ne tolérerons aucune troupe d'occupation sur notre territoire. Il a coulé de l'eau sous le pont depuis 1919.

Nous avons déjà entendu Otto Bauer dire que tout ce développement mène à la « démocratie ». « Il se confirme de nouveau — déclare d'un ton doctoral le disciple de Kautsky et le maître de Martov — que la transformation de la base économique doit être inmanquablement suivie d'une transformation de toute la superstructure politique. » Il est parfaitement juste qu'entre la base et la superstructure il existe la connexion indiquée par Bauer. Mais en premier lieu la base économique de la Russie soviétique ne se modifie pas tout à fait comme le représente Otto Bauer ou comme le voudrait Leslie Urquhart, dont la parole dans cette question a, il faut le reconnaître, plus de poids que celle de Bauer. En second lieu, en admettant que la base économique se modifie en effet dans la direction du capitalisme, ces modifications se font si lentement et sur une si petite échelle que nous ne risquons nullement de perdre le contrôle sur ce processus économique.

Au point de vue purement politique, la question en ce moment se ramène à quelques concessions très peu importantes faites à la bourgeoisie par la classe ouvrière dirigeante. Mais de là à la « démocratie », c'est-à-dire à la transmission du pouvoir aux capitalistes, il y a encore loin. Pour arriver à ce but, il faudrait à la bourgeoisie un coup d'Etat contre-révolutionnaire victorieux. Or, pour ce coup d'Etat, il faudrait des forces. Sous ce rapport, nous avons utilisé les leçons que nous a données la bourgeoisie elle-même. Durant tout le dix-neuvième siècle, elle a fait constamment alterner les répressions avec les concessions en faveur de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, des sommets de la classe ouvrière, tout en exploitant impitoyablement les masses laborieuses. Ces concessions avaient un caractère tantôt politique, tantôt économique, tantôt mixte, c'est-à-dire politique et économique à la fois. Mais c'était toujours des concessions de la part de la classe dirigeante qui conservait entre ses mains le pouvoir étatique. Quelques-unes de ses expériences dans ce domaine paraissent

au début très risquées, par exemple l'instauration du suffrage universel. Marx a qualifié de victoire du nouveau principe la réduction légale de la journée de travail en Angleterre. De quel principe voulait-il parler? Du principe de la classe ouvrière. Mais, comme nous le savons, de la victoire partielle de ce principe à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière britannique, il y avait très loin. La bourgeoisie dirigeante mesurait prudemment ses concessions. La comptabilité étatique restait entre ses mains. Ses hommes d'Etat décidaient de ce que l'on pouvait accorder non seulement sans danger pour la conservation du pouvoir, mais encore avec chance infaillible de consolider la domination bourgeoise. Nous, marxistes, nous avons dit maintes fois que la bourgeoisie avait terminé sa mission historique. Pourtant, elle conserve encore jusqu'aujourd'hui le pouvoir entre ses mains. Cela veut dire que le rapport entre la base économique et la superstructure politique est loin d'être aussi direct qu'on le suppose. Nous voyons un régime de classe se maintenir, quoi qu'il soit déjà depuis des dizaines d'années en contradiction manifeste avec les exigences du développement économique.

Quelle raison théorique y a-t-il donc d'affirmer que les concessions de l'Etat ouvrier à la bourgeoisie doivent automatiquement entraîner le remplacement de cet Etat par l'Etat du capital? S'il est vrai que le capitalisme a terminé sa mission sur l'échelle internationale — ce dont on ne saurait douter — cela confirme le rôle historique de l'Etat ouvrier en tant que facteur de progrès. Les concessions que fait l'Etat ouvrier à la bourgeoisie ne sont que des compromis nécessités par les difficultés du développement. Mais le développement lui-même est historiquement pré-déterminé et assuré. Evidemment, si nos concessions se développaient sans limites, se multipliaient, s'accumulaient sans relâche; si nous cédions à bail de nouveaux groupes d'entreprises industrielles nationalisées; si nous donnions en concession les ressources les plus importantes de notre industrie minière ou nos chemins de fer; si notre politique, durant une série d'années, glissait sur la planche savonnée des concessions, la transformation de la base économique amènerait infailliblement l'effondrement de la superstructure

politique. Nous disons « effondrement » et non pas « transformation », parce que le capital ne pourrait arracher le pouvoir au prolétariat communiste qu'après la guerre civile la plus acharnée et la plus implacable. Mais poser la question ainsi, c'est reconnaître par là même la vitalité et la durabilité de la domination de la bourgeoisie mondiale et européenne. Là est toute la question. Les théoriciens social-démocrates qui, d'une part, dans leurs articles du dimanche, reconnaissent que le capitalisme, particulièrement en Europe, a fait son temps et freine le développement historique, et, d'autre part, expriment l'assurance que l'évolution de la Russie soviétique se terminera inévitablement par le triomphe de la démocratie bourgeoise, tombent dans une plate et pitoyable contradiction, bien digne des confusionnistes bornés et vaniteux qu'ils sont. La nouvelle politique économique est calculée pour des conditions déterminées d'espace et de temps : c'est la manœuvre d'un Etat ouvrier encore encerclé par le capitalisme et comptant fermement sur la progression de la révolution en Europe. Décider la question du sort de la Russie soviétique en se basant sur les conceptions absolues de capitalisme et de socialisme auxquels correspondent des superstructures appropriées, c'est ne rien comprendre aux conditions de l'époque de transition, c'est faire de la scolastique et non du marxisme. Il est impossible d'exclure des calculs politiques un facteur aussi important que le temps. En effet, si l'on admet que le capitalisme subsistera en Europe encore un siècle ou un demi-siècle en Europe et que la Russie soviétique devra y adapter sa politique économique, alors la question se résout d'elle-même, car par là même on admet implicitement l'avortement de la révolution prolétarienne en Europe et l'avènement d'une nouvelle ère de floraison du capitalisme. Mais quelle raison y a-t-il de faire une telle supposition? Si Otto Bauer a découvert dans la vie de l'Autriche actuelle des indices miraculeux d'une résurrection capitaliste, alors il n'y a plus qu'à se soumettre : le sort de la Russie soviétique est décidé. Mais jusqu'à présent nous ne voyons pas de miracle et nous ne croyons pas aux miracles. De notre point de vue, la continuation de la domination de la bourgeoisie européenne pendant une série de décades d'années signifierait,

dans la situation actuelle mondiale, non pas un nouvel épanouissement du capitalisme, mais sa décomposition économique et la décadence de la civilisation européenne. Que ce processus puisse entraîner également la Russie soviétique à l'abîme, on ne saurait en principe le nier. La Russie, dans ces conditions, devrait-elle passer par le stade de la démocratie, ou bien croupirait-elle dans d'autres formes politiques? C'est là une question secondaire. Mais nous ne voyons aucune raison de nous ranger sous la bannière philosophique de Spengler. Nous escomptons fermement la progression de la révolution en Europe. La nouvelle politique économique n'est que l'adaptation au rythme de cette progression.

D'ailleurs, Otto Bauer lui-même semble bien sentir que les modifications actuelles de notre système de lutte n'impliquent pas forcément l'avènement du régime de la démocratie. C'est pourquoi, avec un soin touchant, il nous exhorte à aider au triomphe des tendances capitalistes de développement sur les tendances socialistes. « La restauration de l'économie capitaliste, dit-il, ne peut s'effectuer sous la dictature du parti communiste. Une nouvelle orientation économique exige une nouvelle orientation politique. » N'y a-t-il pas là de quoi vous attendrir? Cet homme qui a tant contribué à l'épanouissement politique et économique de l'Autriche (*vires*) vient nous dire : « Pour l'amour de Dieu, comprenez donc que le capitalisme ne peut fleurir sous la dictature de votre parti. » Mais c'est précisément pour cela — que les « baueristes » ne s'en formalisent pas! — que nous maintenons la dictature de notre Parti (*vires et applaudissements*).

Chez nous, c'est le Parti Communiste qui, en tant que directeur de l'Etat ouvrier, mesure les concessions à faire au capitalisme. En ce moment, notre presse discute la question de la concession à Leslie Urquhart. Faut-il, oui ou non, accorder cette concession? Cette discussion a pour but de déterminer les conditions matérielles du contrat et d'apprécier la concession au point de vue de la place qu'elle doit occuper dans le système général de l'économie soviétique. Cette concession n'est-elle pas trop étendue? Le capital, par cette concession, ne pénétrera-t-il pas trop profondément, n'ira-t-il pas au cœur même de notre économie

industrielle? Telles sont les questions que l'on se pose. Qui les résout? L'Etat ouvrier. Evidemment la nouvelle politique économique représente par elle-même une immense concession aux méthodes bourgeoises et à la bourgeoisie elle-même. Mais c'est nous qui fixons les dimensions de cette concession. Nous sommes les maîtres. Nous avons la clé de la porte. L'Etat est par lui-même un facteur extrêmement important de la vie économique. Et nous ne nous disons nullement à lâcher ce facteur.

La situation mondiale et les perspectives révolutionnaires

Nous le répétons, les prophéties des social-démocrates au sujet des conséquences de notre nouvelle politique économique sont entièrement basées sur la reconnaissance de l'impossibilité de la révolution prolétarienne en Europe dans un avenir prochain. Nous ne pouvons empêcher ces messieurs d'être pessimistes à l'égard du prolétariat et optimistes à l'égard de la bourgeoisie; ils ne font ainsi qu'accomplir leur mission historique d'épigones de la II^e Internationale. Quant à nous, nous n'avons aucune raison de douter de la justesse de notre point de vue sur la situation mondiale; nous n'avons aucune raison de modifier ce point de vue que nous avons formulé dans les thèses approuvées par le III^e Congrès de l'Internationale Communiste. Durant les dix-huit mois qui se sont écoulés depuis lors, le capitalisme n'a pas avancé d'un pas vers le rétablissement de son équilibre définitivement détruit par la guerre et ses conséquences. Le ministre anglais des Affaires étrangères, lord Curzon, a assez bien caractérisé la situation mondiale dans un discours prononcé le 9 novembre, jour même de l'anniversaire de la naissance de la République allemande. Vous n'avez probablement pas encore connaissance de ce discours : aussi vous en lirai-je quelques phrases qui valent la peine d'être citées.

« Toutes les puissances, dit Curzon, sont sorties de la guerre affaiblies et brisées. Nous (Anglais) sommes soumis à un lourd fardeau d'impôts sous lequel gémit notre indus-

trie nationale. Dans toutes les branches du travail, nous avons une foule de chômeurs... Pour ce qui est de la France, elle est grevée d'une dette formidable et n'arrive pas à obtenir les réparations... L'Allemagne est dans un état d'instabilité politique complète et sa vie économique est paralysée par une crise inouïe du change... La Russie continue à rester à l'écart de la famille des peuples européens. Elle est toujours debout sous le drapeau du communisme — ainsi Curzon n'est pas tout à fait d'accord avec Otto Bauer (*rires*) — et poursuit la propagande communiste dans toutes les parties du monde — ce qui n'est pas vrai du tout! — (*rires*.) L'Italie — continue Curzon — subit toute une série de secousses internes et de crises gouvernementales — elle en subira bien d'autres encore... (*Rires*.) Le Proche-Orient est plongé dans le chaos le plus complet. Une telle situation est épouvantable. »

Nous-mêmes, communistes russes, nous ne pourrions mener mieux que Curzon la propagande sur l'échelle internationale. « Une telle situation est épouvantable », constate à l'occasion du cinquième anniversaire de la Russie des Soviets le représentant le plus autorisé du plus puissant Etat européen. Et il a raison : la situation est épouvantable. De cette situation épouvantable — ajouterons-nous — il est nécessaire de sortir. Or, la seule issue, c'est la révolution. Répondant à la question d'un reporter italien qui me demandait mon opinion sur la situation mondiale, il m'est arrivé de faire cette réponse — d'ailleurs assez banale — : la bourgeoisie n'est plus capable d'exercer le pouvoir — ce qui, nous venons de le voir, est confirmé en somme par M. Curzon; quant à la classe ouvrière, elle est encore incapable de s'emparer du pouvoir. C'est là précisément qu'est tout le malheur de notre époque. Telles étaient à peu près mes paroles. Or, il y a trois ou quatre jours, j'ai reçu d'un ami de Berlin un extrait d'un des derniers numéros de la *Freiheit* où, sous le titre de : « La victoire de Kautsky sur Trotsky » (*rires*), il est dit que la *Rote Fahne* n'a pas le courage de critiquer ma capitulation devant Kautsky, quoique, vous le savez, camarades, la *Rote Fahne* ait eu toujours le courage de me critiquer, même quand j'avais raison. D'ailleurs, cela se rap-

porte au III^e Congrès et non au IV^e (*rires et applaudissements*). Ainsi donc, j'avais dit au journaliste italien en question : « Les capitalistes ne sont plus capables d'exercer le pouvoir et les ouvriers sont encore incapables de le prendre; tel est le caractère de notre époque. » Et voilà qu'au sujet de ces paroles, la feue *Freiheit* déclare : « Ce que Trotsky exprime ici comme étant son opinion à lui avait été jusqu'à présent l'opinion de Kautsky. » Ainsi donc, je me serais presque rendu coupable de plagiat. C'est là une bien cruelle punition pour une banale interview. Il faut vous dire que ce n'est pas une occupation très intéressante que de donner des interviews et que, si nous le faisons, ce n'est pas de notre propre gré, mais sur l'ordre exprès de notre ami Tchitchérine. Comme vous le voyez, même sous notre nouvelle politique économique, alors que nous avons renoncé au centralisme superflu, il reste encore chez nous de la centralisation : en tout cas, les bons d'interview sont centralisés au Commissariat des Affaires Étrangères (*rires*). Or, quand il faut donner une interview, on débite naturellement les pires banalités qui vous viennent à l'esprit (*rires*). Et, je l'avoue, dans le cas qui nous occupe, je ne soupçonnais nullement que ma remarque au sujet du caractère hybride de notre époque, représentait une invention patentée. Maintenant, à en croire la *Freiheit*, l'auteur de cet aphorisme serait Kautsky. S'il en était ainsi, je serais bien trop puni pour mon interview. Car tout ce que dit ou écrit maintenant Kautsky a manifestement pour but unique de démontrer que le marxisme et le marasme sont deux choses différentes. Oui, j'ai constaté et je constate encore maintenant le fait indiscutable que le prolétariat européen, dans sa situation actuelle, est incapable en ce moment de s'emparer du pouvoir. Mais pourquoi? Parce que précisément les grandes masses ouvrières ne se sont pas encore affranchies de l'influence délétère des idées, préjugés et traditions dont le Kautsky est l'expression (*rires*). C'est de là, et seulement de là, que vient la scission politique au sein du prolétariat et l'incapacité de ce dernier à se saisir du pouvoir. C'est cette simple pensée que j'ai exprimée au reporter italien. Je n'ai pas nommé, il est vrai, Kautsky, mais uniquement parce que cela n'est pas nécessaire aux gens intelligents

pour comprendre contre qui et contre quoi est dirigée ma pensée. Telle est donc ma « capitulation » devant Kautsky.

L'Internationale Communiste n'a et ne peut avoir de raisons de capituler, théoriquement ou pratiquement, devant qui que ce soit. Les thèses du III^e Congrès sur la situation mondiale ont, avec une incontestable justesse, caractérisé dans ses traits fondamentaux notre époque comme l'époque de la crise historique du capitalisme. Au III^e Congrès, nous avons insisté sur la nécessité de distinguer entre la grande crise, que l'on peut appeler la crise historique du capitalisme, et les petites crises, les crises passagères, qui représentent un chaînon nécessaire de chaque cycle commercial-industriel. A ce sujet, vous vous en souvenez, de grandes discussions ont surgi à la séance plénière du Congrès, et surtout à la Commission. Nous avons soutenu contre une série de camarades le point de vue que, dans le développement historique du capitalisme, il faut rigoureusement distinguer deux genres de courbes : la courbe *fondamentale*, qui marque le développement des forces de production capitalistes, la croissance du rendement du travail, l'accumulation des richesses, etc. ; et la courbe *cyclique* caractérisant les vagues périodiques de prospérité et de crises qui reviennent en moyenne tous les neuf ans. Dans la littérature marxiste — et même, autant que je sache, dans la littérature économique en général, — le rapport entre ces deux courbes n'a pas encore été mis en lumière. Et, pourtant, la question a une importance immense, au point de vue théorique aussi bien qu'au point de vue politique.

Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, la courbe fondamentale du développement capitaliste commence soudain une ascension vertigineuse. Le capitalisme européen atteint rapidement son point culminant. En 1910, éclata une crise qui n'était pas une simple oscillation cyclique périodique, mais le début d'une époque de marasme économique prolongé. La guerre impérialiste fut une tentative de sortir de l'impasse. Cette tentative a échoué et la crise historique profonde du capitalisme n'a fait que s'accroître. Néanmoins, dans le cadre de cette crise historique, des vagues cycliques, c'est-à-dire des dépressions et des ascensions partielles sont inévitables, avec cette différence profonde toutefois, en com-

paraison avec la période d'avant-guerre, que les crises cycliques actuelles se distinguent par un caractère nettement accusé, tandis que les moments de prospérité ont un caractère beaucoup plus superficiel et moins tranché. L'année 1920 a été marquée par le début d'une crise cyclique aiguë qui s'est développée sur le fond de la décadence générale du capitalisme. Quelques camarades, de ceux qu'on appelle les « gauches », considéraient que cette crise s'accroîtrait, s'exaspérerait de plus en plus et amènerait en fin de compte la révolution prolétarienne. Nous, au contraire, nous avions prévu l'inévitabilité dans un avenir plus ou moins rapproché, d'un revirement de la conjoncture économique dans le sens d'une certaine amélioration. Bien plus, nous avions exprimé la certitude que ce revirement de la conjoncture, non seulement n'affaiblirait pas le mouvement révolutionnaire, mais lui conférerait de nouvelles forces. La crise terrible de 1920, survenue après une série de défaites révolutionnaires du prolétariat trahi et scindé par des social-démocrates, a profondément déprimé les masses ouvrières en suscitant parmi elles un état d'esprit d'expectative passive et même de découragement. Dans ces conditions, l'amélioration de la conjoncture devait inévitablement provoquer un relèvement du moral des masses ouvrières et une recrudescence de la lutte de classe. Quelques camarades pensaient alors sérieusement que notre pronostic exprimait un penchant à l'opportunisme et une tendance à ajourner la révolution à une date indéterminée. Les échos de ces points de vue naïfs ont été fixés dans les procès-verbaux du Congrès d'Iéna de notre Parti allemand.

Représentez-vous maintenant, camarades, dans quelle situation nous serions aujourd'hui si nous avions adopté, si nous avions fait nôtre, il y a un an et demi, cette théorie purement mécanique des « gauches » sur la croissance ininterrompue de la crise commerciale industrielle ! Nul homme de bon sens ne niera maintenant qu'un revirement économique est survenu. Aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans le pays capitaliste le plus puissant, nous assistons à un relèvement industriel manifeste. Au Japon, en Angleterre, en France, l'amélioration de la situation économique est incomparablement plus faible ; mais là aussi le revirement est

un fait. Combien durera cette période de prospérité et quelles dimensions atteindra-t-elle? C'est là une autre question. Il ne faut pas oublier un instant que l'amélioration de la conjoncture économique se déroule sur la base de la décadence du capitalisme mondial et particulièrement du capitalisme européen. La cause profonde de cette décadence n'est modifiée en rien par les changements temporaires des conditions du marché. Mais, d'autre part, la désagrégation du capitalisme n'exclut pas la possibilité de changements temporaires. Nous serions obligés aujourd'hui de soumettre à une révision théorique notre point de vue fondamental sur le caractère révolutionnaire de l'époque actuelle si, il y a un an et demi, nous avions cédé aux « gauches » qui mettaient dans un même tas la crise historique du système économique capitaliste et les oscillations cycliques, périodiques du marché, et exigeaient de nous la reconnaissance du point de vue purement métaphysique d'après lequel une crise est, toujours et partout, un facteur révolutionnaire. Maintenant, nous n'avons aucune raison de reviser nos décisions. Si nous avons considéré notre époque comme une époque révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'en 1920 une crise passagère aiguë avait succédé au relèvement économique de 1919, mais parce que notre appréciation générale du capitalisme mondial et de la lutte de ses forces essentielles nous commandait ce point de vue. Afin que cette leçon ne soit perdue pour personne, il nous faut confirmer l'entière justesse des thèses du III^e Congrès qui sont encore entièrement valables pour le moment présent.

L'idée fondamentale des décisions du III^e Congrès est la suivante. Après la guerre, un état d'esprit révolutionnaire avait envahi les masses qui se montraient disposées à la lutte ouverte. Mais il n'y avait pas de parti révolutionnaire capable de les mener à la victoire. D'où défaite des masses révolutionnaires en différents pays, dépression, passivité. Maintenant il existe des partis révolutionnaires dans tous les pays, mais ces partis ne s'appuient directement que sur une partie de la classe ouvrière ou plus exactement sur sa minorité. Les partis communistes doivent gagner la confiance de l'immense majorité de la classe ouvrière. Après

s'être convaincue par l'expérience de la justesse, de la fermeté de la direction communiste, la classe ouvrière sentira disparaître sa déception, sa passivité, son expectative; et alors arrivera le moment de l'assaut suprême. Quand cette heure sonnera-t-elle? Nous ne pouvons le prédire. Mais le III^e Congrès a assigné comme tâche actuelle la lutte pour l'influence sur la majorité de la classe ouvrière. Il s'est écoulé depuis lors une année et demie. Nous avons fait incontestablement de grands progrès. Mais notre tâche reste encore la même : gagner la confiance de l'immense majorité des travailleurs. On peut et on doit y arriver au cours de la lutte pour les revendications transitoires sous le mot d'ordre général du front prolétarien unique.

Actuellement, le mouvement ouvrier mondial se développe sous le signe de l'offensive du Capital. En même temps, même dans les pays, comme la France, où le mouvement ouvrier, il y a un an et demi, traversait une période de calme attristant, nous voyons maintenant la classe ouvrière de plus en plus prête à la défense. Malgré l'insuffisance extrême de la direction, les grèves en France deviennent de plus en plus fréquentes et prennent un caractère de tension extrême, attestant la capacité combative croissante des masses ouvrières. De là vient que la lutte de classes s'élargit et s'accroît progressivement. Au fur et à mesure que se développe l'offensive du capital, le pouvoir politique se concentre entre les mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Mais, en même temps, nous voyons l'opinion publique bourgeoise tenir compte de l'exaspération de la lutte de classes et, du consentement tacite des coteries dirigeantes, se préparer une nouvelle orientation à gauche, vers la tromperie du réformisme et du pacifisme. En France, le pouvoir est détenu par un bloc nationaliste archi-réactionnaire, dirigé par Poincaré; n'empêche que la victoire du bloc des gauches, auquel ne manqueront pas évidemment de s'accoler messieurs les socialistes, est en train de se préparer. En Angleterre ont lieu actuellement les élections générales, qui, par suite de l'effondrement de la coalition présidée par Lloyd George, sont arrivées plus tôt qu'on ne l'attendait. Maintenant, nous ne savons pas encore quels seront les vainqueurs. Peut-être l'ancien groupement

des impérialistes-extrémistes reprendra-t-il le pouvoir (1). Mais, même s'il triomphe, ce ne sera probablement pas pour longtemps. En Angleterre, comme en France, une nouvelle orientation parlementaire de la bourgeoisie est manifestement en voie de préparation. Les méthodes ouvertement impérialistes, agressives, les méthodes de la paix de Versailles, des Foch, des Poincaré et des Curzon, ne sont manifestement plus valables. L'Allemagne ne peut donner à la France ce qu'elle n'a pas. A son tour, la France ne peut payer ses dettes.

L'antagonisme de l'Angleterre et de la France augmente continuellement. L'Amérique ne veut pas renoncer à se faire payer. Et parmi les couches moyennes, et particulièrement parmi les couches petites-bourgeoises, les tendances réformistes-pacifistes prennent de plus en plus le dessus. Il faudrait, se dit-on, s'entendre avec l'Allemagne, avec la Russie, élargir la Société des Nations, alléger le fardeau du militarisme, obtenir un emprunt de l'Amérique, etc. Les illusions de la défense nationale, les idées et les mots d'ordre du nationalisme, du chauvinisme, les espoirs dans les résultats fructueux de la victoire, en un mot les illusions qui, dans les pays de l'Entente, avaient envahi une partie considérable de la classe ouvrière elle-même, font place au sang-froid, à une saine vue des choses, au désenchantement : tel est le terrain sur lequel croîtront, en France, le Bloc des Gauches et, en Angleterre, le Labour Party et les libéraux indépendants. Evidemment, l'on ne saurait attendre aucun changement sérieux en politique de l'orientation réformiste-pacifiste de la bourgeoisie. Les conditions objectives du monde capitaliste sont, maintenant moins que jamais, propres au développement du réformisme et du pacifisme. Mais il est très probable qu'il faudra encore que ces illusions s'effondrent devant la réalité avant que la victoire de la révolution devienne possible.

Nous n'avons parlé jusqu'à présent que de l'Entente ; mais il est de toute évidence que si, en France, le pouvoir était détenu par les radicaux et les socialistes, et en Angleterre par les opportunistes ouvriers et les libéraux indépendants,

(1) Comme on le sait, ce sont les conservateurs qui ont triomphé.

cela provoquerait en Allemagne un nouvel afflux d'espoirs dans les méthodes de conciliation et de pacifisme : on peut, se dirait-on, s'entendre maintenant avec les gouvernements démocratiques d'Angleterre et de France ; on peut obtenir des délais et même des réductions de paiement ; on peut même, avec le concours de ces gouvernements, obtenir un emprunt en Amérique, etc. Or, qui peut mieux que les social-démocrates allemands entrer en accord avec les radicaux français, les socialistes et les travaillistes anglais ?

Certes, les événements peuvent prendre une tournure plus aiguë. Il n'est pas impossible que le problème des réparations, l'impérialisme français, le fascisme italien, ne provoquent un dénouement révolutionnaire avant que la bourgeoisie ait eu le temps de faire donner son aile gauche. Mais il y a bien des raisons de croire que la bourgeoisie sera obligée de recourir à l'orientation réformiste et pacifiste avant que le prolétariat se sente prêt pour l'offensive décisive. Ce sera alors l'époque du « kérenskisme » européen. Certes, il serait mieux de n'avoir pas à traverser cette période : le « kérenskisme », même sur l'échelle mondiale, n'a rien de bien appétissant. Mais le choix des voies historiques ne dépend de nous qu'en partie. Dans certaines conditions, nous accepterons le régime Kérensky en Europe comme nous l'avons accepté naguère en Russie. Notre tâche consistera à transformer cette époque de duperie réformiste et pacifiste en la période préliminaire à la conquête du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Chez nous, le régime Kérensky n'a tenu que neuf mois environ. Combien de temps durera-t-il chez vous, si tant est qu'il doive survenir ? A cette question, il est évidemment impossible de répondre maintenant. Cela dépendra de la rapidité avec laquelle s'évanouiront les illusions réformistes et pacifistes, c'est-à-dire, dans une large mesure, de l'habileté avec laquelle manœuvreront vos Kérensky qui, différents en cela des nôtres, savent au moins la table de multiplication. Mais cela dépend également de l'énergie, de la décision, de la souplesse avec lesquelles manœuvrera notre propre Parti.

Il est de toute évidence que l'époque des gouvernements réformistes pacifistes deviendrait une époque de poussée

croissante des masses ouvrières. Notre tâche consisterait à diriger cette poussée. Mais, pour cela, il faut que notre Parti entre dans cette époque de duperie pacifiste complètement épuré des illusions pacifistes et réformistes. Malheur au Parti Communiste qui serait lui-même plus ou moins touché par la vague réformiste! L'effondrement inévitable des illusions pacifistes entraînerait en même temps l'effondrement d'un tel parti. La classe ouvrière devrait, comme ç'a été le cas en 1919, chercher autour d'elle un parti qui ne l'eût pas encore trompée. Voilà pourquoi la révision de nos effectifs et leur épuration des éléments allogènes est pour nous une tâche d'importance primordiale à cette époque de préparation révolutionnaire. Un camarade français, Frossard, a dit un jour : « Le Parti, c'est la grande amitié. » Cette formule a été, depuis lors, souvent répétée. En effet, l'on ne saurait nier que ce soit là une formule des plus attrayantes et que, dans un certain sens, chacun de nous est prêt à prendre à son compte. Mais il ne faut jamais oublier que le parti ne naît pas comme une grande amitié, mais se transforme en une grande amitié au moyen d'une forte lutte extérieure et, s'il est nécessaire, intérieure, au moyen d'une épuration de ses rangs, au moyen d'une sélection minutieuse et, s'il le faut, impitoyable des meilleurs éléments ouvriers dévoués sans réserve à la cause de la révolution. En d'autres termes, avant d'être une grande amitié le Parti doit passer par une grande sélection. (*Applaudissements prolongés.*)

LES PERSPECTIVES POLITIQUES

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte par l'article du camarade Friedlander (1) de m'élever résolument encore une fois contre la conception mécanique, fataliste, antimarxiste, de la marche de la révolution, qui, malgré l'œuvre salutaire au plus haut point du 3^e Congrès, reste ancrée dans les cerveaux de quelques camarades qui apparemment se considèrent comme « de gauche ».

Nous avons entendu dire au 3^e Congrès que la crise économique durerait et ne cesserait de s'aggraver jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est sur cette conception mécanique que s'appuyait l'optimisme révolutionnaire de certains camarades « de gauche ». Lorsque nous expliquions que des oscillations accidentelles de l'économie mondiale sont inévitables et qu'il faut les prévoir et en tenir compte dans notre tactique, il semblait à ces camarades que nous entreprenions presque la révision de tout le programme et de toute la tactique de l'Internationale. En réalité, nous ne faisons que la « révision » de quelques préjugés de gauche.

Or, maintenant, dans l'article du camarade Friedlander, dans le discours du camarade hollandais Ravensteyn, et dans quelques autres déclarations et discours, nous trouvons cette même conception mécanique antimarxiste transférée du domaine économique dans celui de la politique : le capital, nous dit-on, attaque politiquement et économiquement, son offensive se renforce, le soulèvement du prolétariat sera, à un certain moment, la riposte à l'offensive sans cesse croissante du capital ; où y aurait-il place pour une nouvelle période, même courte, de réformisme pacifiste ?

Pour bien mettre en lumière dès le début tout ce qu'a de mécanique la conception de Friedlander, prenons l'exemple de l'Italie, où la contre-révolution est à son apogée. Quel est le diagnostic politique que l'on peut faire pour l'Italie ? A supposer que Mussolini se main-

(1) Voir cet article en annexe, à la fin de la brochure. — N. de l'Ed

tienne au pouvoir pendant un temps suffisant pour grouper contre lui les ouvriers des villes et de campagne, pour leur donner le temps de reprendre la confiance perdue en leur force de classe et de s'unir autour du Parti communiste, il n'est pas impossible que le régime de Mussolini soit directement balayé par celui de la dictature du prolétariat. Mais il est une autre éventualité, au moins aussi probable que la première. Si le régime de Mussolini se brise contre les contradictions intérieures de sa propre base sociale et les difficultés de la situation intérieure et internationale avant que le prolétariat italien arrive à la situation où il se trouvait en septembre 1920, — mais cette fois sous une direction révolutionnaire forte et résolue — il est évident que l'on assistera de nouveau en Italie à l'instauration d'un régime intermédiaire, d'un régime de phraséologie et d'impuissance, d'un ministère Nitti ou Turati, ou bien Nitti-Turati, en un mot d'un régime analogue à celui de Kérensky qui, par sa faillite inévitable et pitoyable, débayera la voie au prolétariat révolutionnaire. Cette seconde hypothèse, non moins vraisemblable que la première, implique-t-elle la révision du programme et de la tactique des communistes italiens ? Pas le moins du monde. Demain comme aujourd'hui, les communistes italiens mèneront la lutte dans le cadre du régime créé par la victoire de Mussolini. Le morcellement du prolétariat italien ne permet pas à nos camarades d'Italie de s'assigner aujourd'hui comme tâche immédiate le renversement du fascisme par la force armée. Les communistes italiens doivent préparer soigneusement les éléments de la lutte armée prochaine et développer en premier lieu la lutte par de larges méthodes politiques. Leur tâche immédiate, tâche d'une immense importance, est d'introduire la désagrégation dans la partie populaire et particulièrement dans la partie ouvrière des éléments qui soutiennent le fascisme et de rallier des masses prolétariennes de plus en plus nombreuses sous les mots d'ordre particuliers et généraux de la défensive et de l'offensive. Par une politique d'initiative et de souplesse, les communistes italiens peuvent accélérer considérablement la chute des fascistes et, par là même, contraindre la bourgeoisie à chercher son salut devant la révolution dans ses atouts de gauche : Nitti, et peut-être même du premier coup Turati. Que signifiera pour nous un tel changement ? La continuation de la désagrégation de l'Etat bourgeois,

l'accroissement des forces offensives du prolétariat, le développement de notre organisation de combat, la création des conditions nécessaires à la prise du pouvoir.

Quelle est la situation en France ? Le 16 juin de l'année dernière, dans mon discours à l'Exécutif élargi, je développais la pensée que, *si en Europe et en France il ne survenait pas auparavant d'événement révolutionnaire*, toute la vie politique parlementaire de la France se cristalliserait inévitablement autour d'un « Bloc des Gauches » opposé au « Bloc National » qui détient actuellement le pouvoir. Une année et demie s'est écoulée depuis lors, et la révolution n'est pas arrivée. Et certes ceux qui suivent avec attention la vie politique de la France ne nieront pas que cette politique — exception faite pour les communistes et les syndicalistes révolutionnaires — n'aille dans la voie de la substitution du Bloc des Gauches au Bloc National. La France, il est vrai, vit sous le régime de l'offensive du capital, des menaces incessantes à l'adresse de l'Allemagne. Mais en même temps on observe la croissance du désarroi des classes bourgeoises, particulièrement des classes intermédiaires, leur crainte du lendemain, leur désenchantement de la politique des « réparations », leurs efforts pour atténuer la crise financière par la réduction des dépenses affectées à des buts impérialistes, leurs espoirs dans le rétablissement des relations avec la Russie, etc. Cet état d'esprit envahit également, par l'intermédiaire des syndicalistes et des socialistes réformistes, une partie considérable de la classe ouvrière. Bien plus, il envahit certains éléments de notre propre parti, ce que montre entre autres la conduite de Barabant, récemment exclu, qui, étant membre du Comité Directeur du parti communiste, prêche le Bloc des gauches. Ainsi donc la continuation de l'offensive du capital français et de la réaction française n'empêche pas la bourgeoisie française de préparer manifestement une nouvelle orientation.

En Angleterre, la situation n'est pas moins instructive. La domination de la coalition des libéraux et des conservateurs a fait place, après les récentes élections, à celle des conservateurs purs. C'est une évolution manifeste vers la droite. Mais d'autre part les statistiques des dernières élections prouvent précisément que l'Angleterre bourgeoise et social-opportuniste s'est déjà préparé une nouvelle orientation au cas où les contradictions conti-

nueraient à s'aggraver et où les difficultés intérieures augmenteraient (les deux sont inévitables). Les conservateurs ont obtenu à peine 5 millions et demi de voix ; le Labour Party et les libéraux indépendants, presque 7 millions. Ainsi donc dès maintenant la majorité des électeurs anglais s'est affranchie des illusions de la victoire impérialiste pour s'adonner aux maigres illusions du réformisme et du pacifisme. Fait remarquable : « l'Union du contrôle démocratique », organisation radicale pacifiste, a réussi à faire entrer en entier son comité au Parlement. Y a-t-il des raisons sérieuses de penser que le régime conservateur actuel précédera directement en Angleterre la dictature du prolétariat ? Pour nous, nous n'en voyons pas. Au contraire, nous estimons que les contradictions économiques coloniales et internationales insolubles qui déchirent l'Empire britannique actuel, fourniront une large pâture à l'opposition petite-bourgeoise représentée par le Labour Party. Tout atteste qu'en Angleterre, plus qu'en aucun autre pays du globe, la classe ouvrière avant d'instaurer sa dictature, devra passer par le stade du gouvernement ouvrier, qui sera, en l'occurrence, le Labour Party réformiste et pacifiste qui a déjà réuni aux dernières élections environ 4 millions et demi de voix.

Mais, objecte Friedlander, une telle perspective écarte complètement la question de l'Allemagne. Et pourquoi donc ? L'Allemagne révolutionnaire est un des facteurs les plus importants du développement européen et mondial, mais il n'est pas le seul. Nous suivons tous avec une attention extrême les succès de notre parti allemand. Son développement est entré dans une nouvelle phase après les événements de Mars 1921. Les événements de Mars clôturent sa période de développement intérieur. *Sa nouvelle période a débuté par la critique des événements de Mars* et ceux qui n'ont pas encore compris le sens et la nature de cette nouvelle étape, sont des gens dont il n'y a plus rien à espérer et avec lesquels il est inutile de parler sérieusement. Dans sa grande majorité, le Parti communiste allemand marche avec assurance et fermeté dans la voie de son développement. En même temps l'économie allemande se désagrège. Quand l'entre-croisement de tous ces facteurs amènera-t-il la classe ouvrière allemande à la prise du pouvoir ? Dans un an ? Dans un an et demi ? Dans deux ans ? Il est très difficile de fixer des dates. Si l'Allemagne était isolée ou si elle n'avait

pas à ses côtés la Russie Soviétiste, nous dirions plutôt une demi-année qu'une et une année plutôt que deux. Mais il y a la France et le maréchal Foch, il y a l'Italie avec Mussolini, il y a l'Angleterre avec Bonar Law et Curzon, il y a encore l'offensive du capital qui se développe et tous ces facteurs ont une puissante influence sur le développement de la révolution en Allemagne. Ce n'est pas à dire, évidemment, que le Parti communiste allemand ne doive pas entreprendre d'action révolutionnaire offensive avant que la révolution n'éclate en France. Nos camarades allemands sont loin de ce bas opportunisme, de cette tendance à ne faire la révolution qu'avec toutes les garanties désirables, qu'avec l'assurance d'avoir Paris et Londres à leurs côtés. Mais, évidemment, la menace d'une occupation militaire de la part des Etats occidentaux aura pour résultat de freiner le développement de la révolution allemande jusqu'au moment où le Parti communiste français montrera qu'il est en état de paralyser ce danger et disposé à le faire.

Mais de là il ne résulte pas que la révolution allemande ne puisse pas éclater avant la chute des gouvernements impérialistes agressifs qui existent actuellement en France, en Angleterre et en Italie. La victoire du prolétariat allemand donnerait indubitablement une puissante impulsion au mouvement révolutionnaire dans toutes les pays d'Europe. Mais de même que, sous l'impulsion de la Révolution russe, le pouvoir en Allemagne est tombé un an plus tard aux mains de Scheidemann et non dans celles de Liebknecht, de même sous l'influence de l'impulsion de la révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne, le pouvoir pourrait en Angleterre échoir à Henderson ou à Clynes, et en France à Caillaux avec Blum et Jouhaux. Dans les conditions historiques actuelles, ce régime menchéviste ne serait en France qu'une très courte période d'agonie de la bourgeoisie. Il est possible que même en France le prolétariat communiste arrivât dans ce cas au pouvoir directement, par-dessus la tête des mencheviks. En Angleterre, c'est moins probable. En tout cas cette perspective présuppose la victoire de la révolution en Allemagne au cours des mois prochains. Cette victoire est-elle assurée dans un tel délai ? Personne ne songera sérieusement à l'affirmer. En tout cas, ce serait une faute grossière que de faire dépendre notre diagnostic d'une perspective aussi étroite, aussi problématique. Sans

diagnostic il n'est pas de politique révolutionnaire de grande envergure. Mais le diagnostic ne doit pas être mécanique, il doit être dialectique. Il doit tenir compte de l'action réciproque des forces historiques objectives et subjectives : alors apparaissent plusieurs éventualités, dont la réalisation dépend de la façon dont se manifestera cette corrélation des forces dans l'action effective.

Ainsi donc il n'est guère de raison d'affirmer catégoriquement que la révolution prolétarienne triomphera en Allemagne avant que les difficultés intérieures et extérieures de la France n'amènent dans ce pays une crise gouvernementale et parlementaire. Cette crise aurait pour résultat de nouvelles élections, et de nouvelles élections donneraient la victoire au Bloc des Gauches. L'avènement du Bloc des Gauches au pouvoir porterait un fort coup au gouvernement conservateur en Angleterre, elle renforcerait l'opposition du Labour Party et très probablement entraînerait une crise parlementaire, de nouvelles élections et la victoire du Labour Party, seul ou allié aux indépendants. Quelle serait l'influence de ces événements sur la situation intérieure de l'Allemagne ? Les social-démocrates allemands sortiraient immédiatement de leur demi-opposition et offriraient au peuple leurs services pour le rétablissement des relations pacifiques normales et autres avec les « grandes démocraties occidentales ». C'est dans ce sens que je disais que, s'il se produisait avant la victoire du communisme en Allemagne, un revirement de la politique intérieure de la France et de l'Angleterre pourrait encourager pour un certain temps la social-démocratie allemande. Il se peut que Scheidemann arrive de nouveau au pouvoir, mais son avènement sera le prologue du dénouement révolutionnaire, car il est évident que, dans la situation de l'Europe actuelle, il suffira, non pas de quelques années, mais de quelques mois ou semaines pour que le régime réformiste-pacifiste manifeste sa complète impuissance.

Dans son discours sur le programme, Thalheimer nous a rappelé justement les raisons fondamentales qui excluent la possibilité pour le capitalisme de faire machine en arrière, de revenir au principe « manchestérien », au libéralisme pacifiste et au réformisme. A supposer que Clynes, Caillaux-Blum ou Turati soient au pouvoir, ils ne pourraient mener une politique essentiellement différente de Lloyd George, Bonar Law, Poincaré et même Mus-

solini. Ils arriveront au pouvoir lorsque la situation de la bourgeoisie deviendra encore plus pénible que maintenant. La complète faillite de leur politique pourra, à condition bien entendu que nous ayons une tactique révolutionnaire résolue et souple en même temps, être entièrement dévoilée dans un délai très court. Après les illusions de la guerre et de la victoire, les illusions pacifistes et les espérances réformistes ne peuvent, dans l'Europe capitaliste, ruinée et désorganisée à fond, qu'être les illusions éphémères de l'agonie bourgeoise.

Le camarade Ravensteyn est prêt, apparemment, à reconnaître tout cela avec certaines réserves pour la plèbe capitaliste, mais non pour l'aristocratie capitaliste, c'est-à-dire non pour les puissances coloniales : la perspective de la période réformiste-pacifiste qui doit précéder la dictature du prolétariat, de même que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, ne conviennent pas, selon lui, à la Grande-Bretagne, à la Belgique et à la Hollande. Ravensteyn a parfaitement raison de lier le mot d'ordre du gouvernement ouvrier au fait que la bourgeoisie a encore à sa disposition une ressource réformiste-pacifiste, non pas matérielle, mais idéologique, en la personne des partis bourgeois-réformistes et social-démocrates, qui conservent encore leur influence. Mais Ravensteyn est complètement dans l'erreur lorsqu'il fait certaines objections pour les puissances coloniales. Avant d'attaquer la révolution russe par la force armée, l'Angleterre a envoyé Henderson à la rescousse de Buchanan pour maintenir la révolution dans le droit chemin. Or, durant la guerre, la Russie était la colonie de l'Angleterre. La bourgeoisie anglaise a agi de même envers l'Inde ; elle y envoyait des vice-rois bienveillants et libéraux et en même temps des escadrilles d'avions et de la dynamite. Le développement du mouvement révolutionnaire aux colonies avancerait indubitablement le moment de l'avènement au pouvoir du Labour Party, quoique ce dernier ait toujours et partout vendu les colonies au capital anglais. Il est hors de doute également que le développement du mouvement révolutionnaire aux colonies, parallèlement au mouvement prolétarien dans la métropole, couchera pour toujours dans la tombe le réformisme historique, le réformisme petit-bourgeois et son représentant, le Labour Party.

Le radicalisme révolutionnaire qui, pour se soutenir le moral, doit ignorer, dans l'économie comme dans la po-

litique la dialectique des forces libres et tracer son diagnostic avec la règle et le compas est des plus instables, des moins sûrs. Il suffit d'un détour de la conjoncture politique et économique pour le désorienter complètement. Au fond, ce « gauchisme » couvre du pessimisme et de la méfiance. Ce n'est pas sans raison que l'un des critiques est un communiste d'Autriche et l'autre un communiste de Hollande : ces deux pays, jusqu'à présent, ne sont pas des foyers révolutionnaires. L'optimisme actif du Parti Communiste repose sur des bases plus larges et plus sérieuses. La bourgeoisie n'est pas pour nous une pierre qui roule au précipice, mais une force historique vive, qui lutte, manœuvre, avance tantôt son aile droite, tantôt son aile gauche. Et ce n'est que si nous apprenons tous les moyens et les méthodes politiques de la société bourgeoise pour réagir chaque fois sans hésitation ni retard que nous réussirons à accélérer le moment où d'un mouvement juste et sûr nous jetterons définitivement la bourgeoisie à l'abîme.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE DES SOVIETS⁽¹⁾

1. Les voies du développement économique de la Russie des Soviets doivent être appréciées et comprises par les ouvriers conscients du monde entier, aussi bien du point de vue des destinées de la première république ouvrière du monde, de sa solidité, de sa stabilité, de l'augmentation de sa prospérité, de ses progrès vers le socialisme, que du point de vue des enseignements et des déductions qui découlent de l'expérience russe pour le travail économique positif du prolétariat des autres pays, une fois le pouvoir politique conquis par lui.

2. Les méthodes de la vitesse de l'édification économique du prolétariat vainqueur sont déterminées :

a) Par le niveau du développement des forces productrices dans l'ensemble de l'économie et dans chacune de ses branches et surtout par la relation entre l'industrie et l'économie paysanne;

b) Par le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, en tant que classe dirigeante;

c) Par la situation politique découlant de la conquête du pouvoir par le prolétariat (résistance des classes bourgeoises renversées, attitude de la petite bourgeoisie et des paysans, amplitude et caractère plus ou moins dévastateur de la guerre civile, interventions militaires extérieures, etc.).

Il va de soi que plus sont élevés le niveau des forces productrices du pays et le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, plus est faible la résistance des classes renversées, et plus est égale, systématique, ra-

(1) Les présentes thèses sont un canevas du rapport présenté par moi au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la situation économique de la Russie des Soviets et les perspectives de la Révolution mondiale. — L. T.

pide et couronnée de succès la transformation par le prolétariat vainqueur de l'économie capitaliste en économie socialiste.

Par suite d'une combinaison originale de conditions historiques, le premier pays entré dans la voie du socialisme a été la Russie, pays économiquement retardataire quoique possédant une industrie hautement censurée dans ses branches principales, pays dont les masses paysannes et ouvrières étaient arriérées au point de vue de la culture et de l'organisation, quoique possédant une avant-garde prolétarienne, douée de hautes qualités politiques révolutionnaires.

Ces contradictions dans la structure économique sociale et politique de la Russie et le fait que la République des Soviets, dès le premier jour de son existence, est restée et reste encore dans un encerclement capitaliste, déterminent les destinées de l'édification économique du gouvernement ouvrier et paysan, les détours de cette édification et le sens de la « Nouvelle politique économique » actuelle.

3. L'expropriation totale non seulement de la grosse et de la moyenne, mais aussi de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, était une mesure non pas économiquement rationnelle, mais politiquement nécessaire. Vu la continuation de la domination capitaliste sur l'ensemble du monde, la bourgeoisie russe, non seulement la grosse, mais aussi la petite, ne voulait pas croire à la stabilité de l'Etat ouvrier et servait de réservoir à la contre-révolution agrarienne et bourgeoise. Dans ces conditions, on ne pouvait briser la résistance de la contre-révolution et sauvegarder le pouvoir des Soviets que par une expropriation totale de la bourgeoisie et des riches paysans. C'est seulement cette politique décidée et sans merci qui, plaçant la masse oscillante des paysans devant la nécessité de choisir entre la restauration de la grosse propriété foncière d'une part et l'Etat ouvrier d'autre part, a assuré la victoire à ce dernier.

4. L'Etat ouvrier s'est trouvé par conséquent, dès ses premiers pas, posséder toutes les entreprises industrielles, même les plus petites. La corrélation interne des diverses branches d'industrie, y compris en premier lieu les branches essentielles, avait déjà été complètement

violée et défigurée par la réorganisation de l'industrie pendant la guerre et pour la guerre. Le personnel directeur de l'appareil administratif économique était soit parmi les émigrés, soit dans les troupes blanches ou bien, au service des Soviets, en train de saboter.

La conquête et la conservation du pouvoir par la classe ouvrière fut achevée au prix de la destruction rapide et impitoyable de tout l'appareil bourgeois d'administration économique, du haut en bas, dans chaque entreprise séparément et dans tout le pays à la fois.

Voilà les conditions dans lesquelles s'est formé ce qu'on a appelé « le communisme de guerre ».

5. La préoccupation la plus urgente du nouveau régime était de ravitailler les villes et l'armée. Déjà, la guerre impérialiste avait fait abolir le commerce libre des blés et adopter le système du monopole. Ayant détruit, sous la pression des nécessités de la guerre civile, toutes les organisations du capital commercial, l'Etat ouvrier ne pouvait naturellement pas commencer par remettre en vigueur la liberté du commerce des blés. Il fut obligé de remplacer l'appareil commercial détruit par un appareil d'Etat basé sur l'enlèvement forcé de l'excédent des exploitations paysannes.

La répartition des vivres et autres produits de consommation prit la forme d'une ration d'Etat égalisée presque indépendamment de la qualification et du rendement du travail. Ce « communisme » fut avec raison appelé « communisme de guerre », non seulement parce qu'il remplaçait les méthodes économiques, mais aussi parce qu'il servait au premier chef des buts militaires. Dans les conditions qui s'étaient créées, il ne s'agissait pas d'assurer le développement systématique de l'économie, mais bien le ravitaillement des armées et de sauver de la mort par la famine la classe ouvrière. Le communisme de guerre, c'est le régime d'une forteresse assiégée.

6. Dans le domaine industriel, on créa, basé sur les syndicats et avec leur aide, un grossier appareil centralisé, dont le but immédiat consistait à extraire de l'industrie définitivement désorganisée par la guerre, la révolution et le sabotage, ne fût-ce qu'un minimum des produits nécessaires avant tout pour la continuation de la guerre civile. On obtenait une apparence d'unité de

plan en n'employant qu'une partie infime des forces de production existantes.

7. Si la victoire du prolétariat russe avait été rapidement suivie de la victoire du prolétariat occidental, cela aurait non seulement extrêmement réduit la guerre civile en Russie, mais encore ouvert au prolétariat russe de nouvelles possibilités d'organisation et de technique, en établissant un lien indissoluble entre l'économie de la Russie des Soviets et l'économie plus développée des autres pays prolétariens. Dans ce cas, le passage du « communisme de guerre » au socialisme authentique se serait opéré sans aucun doute dans un délai plus bref et sans les secousses et les reculs que la Russie prolétarienne a eu à traverser par suite de son isolement cinq ans durant.

8° La retraite économique, ou mieux la retraite politique sur le front économique, devint tout à fait inévitable dès qu'il apparut nettement que la Russie des Soviets devait construire son économie par ses propres moyens, par ses seules forces techniques et organisatrices, dans le courant de la période plus ou moins longue que nécessiterait la préparation du prolétariat occidental à la conquête du pouvoir.

Les événements contre-révolutionnaires de février 1921 montrèrent l'urgence d'une adaptation plus complète des méthodes économiques de l'édification socialiste aux besoins de la classe paysanne. Les journées révolutionnaires de mars 1921 en Allemagne montrèrent l'urgence d'une « retraite » politique dans le sens d'une lutte préparatoire pour la prise du pouvoir par la majorité de la classe ouvrière. Ces deux retraites, dont les dates coïncident, sont, comme il a été dit plus haut, en étroite corrélation. Ce sont, si l'on veut, des retraites, dans ce sens conventionnel qu'ici et là avait apparu avec une entière netteté la nécessité de passer par une certaine période préparatoire, de nouvelle orientation économique en Russie, de lutte pour les revendications transitoires et pour le front unique en Occident.

9. L'Etat soviétique passa des méthodes du communisme de guerre à celles du marché. Il remplaça l'enlèvement de l'excédent par l'impôt en nature, en permet-

tant aux paysans de vendre en toute liberté leurs excédents sur le marché; la circulation monétaire fut reconstituée et des mesures prises pour stabiliser le rouble, les entreprises de l'industrie d'Etat furent placées sur le pied commercial et les salaires furent mis en rapport avec la qualification et le rendement; un grand nombre de petites et moyennes entreprises industrielles furent louées à ferme à des entrepreneurs privés. La renaissance du marché, de ses méthodes et de ses institutions constitue précisément l'essence de la « nouvelle politique économique ».

10. Après cinq ans d'existence de la République des Soviets, son économie peut être, *grosso modo*, caractérisée comme suit :

a) Toutes les terres appartiennent à l'Etat, près de 95 % des terres labourables se trouvent en la jouissance économique des paysans, qui versent à l'Etat un impôt en nature se montant cette année à plus de 300 millions de pouds de seigle, sur une récolte qui s'est élevée à près des trois quarts de la moyenne des récoltes d'avant-guerre;

b) Tout le réseau des voies ferrées (plus de 63.000 kilomètres) est propriété de l'Etat. Avec plus de 800.000 employés et ouvriers, il fournit actuellement le tiers environ du travail qu'il fournissait avant la guerre;

c) Toutes les entreprises industrielles appartiennent à l'Etat. Les plus importantes de ces entreprises, au nombre de plus de 4.000, avec près d'un million d'ouvriers, sont exploitées par l'Etat à son propre compte. Près de 4.000 entreprises de deuxième et de troisième ordre, avec environ 80.000 ouvriers, sont louées à ferme. Les entreprises d'Etat emploient en moyenne 207 ouvriers chacune. Les entreprises affermées, 17 ouvriers. Toutefois, près d'une moitié seulement des entreprises affermées se trouvent entre les mains d'entrepreneurs privés. L'autre moitié est louée par diverses institutions d'Etat et par des coopératives;

d) Le capital privé se forme et opère aujourd'hui principalement dans le commerce. D'après des évaluations très approximatives et incertaines, le capital privé possède près de 30 % de la circulation commerciale, les autres 70 % sont formés par des sommes appartenant à

des organes de l'Etat et à la coopération, qui est étroitement liée à l'Etat;

e) Le commerce extérieur, qui se monte cette année au quart du commerce extérieur d'avant-guerre en ce qui concerne l'importation et à 1/20 en ce qui concerne l'exportation, est concentré en son entier entre les mains de l'Etat.

11. Le communisme de guerre, avec son système très grossier de recensement et de répartition, est remplacé, sous le régime de la nouvelle politique, par les méthodes du marché : achat et vente, calcul commercial, concurrence. Mais, sur ce marché, l'Etat ouvrier assume le rôle d'un propriétaire, d'un acheteur et d'un vendeur plus puissant que tous les autres. En la possession immédiate de l'Etat ouvrier se trouve concentrée la majorité écrasante des forces productrices de l'industrie et des chemins de fer. L'activité des organes économiques de l'Etat est, de cette façon, contrôlée et, dans une large mesure, orientée par le marché. La rentabilité de telle ou telle entreprise est vérifiée par la concurrence et par le calcul commercial. La liaison entre l'agriculture et l'industrie, entre les campagnes et les villes, est réalisée par l'intermédiaire du marché.

12. Toutefois, l'existence du marché libre entraîne forcément la formation d'un capital privé qui, d'abord, concurrence l'Etat dans le domaine commercial, mais tâche de s'infiltrer également dans la sphère industrielle. La guerre civile du prolétariat avec la bourgeoisie cède la place à la concurrence de l'industrie prolétarienne avec l'industrie bourgeoise. De même que, dans la guerre civile, la lutte était livrée dans une large mesure pour le concours politique de la classe paysanne, de même actuellement la lutte a pour objectif principal le marché paysan. Le prolétariat possède, dans cette lutte, d'énormes avantages : les forces productrices les plus hautement développées du pays et le pouvoir politique. La bourgeoisie a pour elle le savoir-faire et, jusqu'à un certain point, des attaches avec le capital étranger, en particulier celui de l'émigration.

13. La politique fiscale de l'Etat ouvrier et la concentration entre ses mains de toutes les institutions de

crédit, méritent une mention spéciale, car elles sont un facteur puissant qui assure l'avantage à l'économie étatique qui, de par ses tendances, est socialiste, sur le capitalisme privé. La politique fiscale permet d'appliquer à l'économie de l'Etat une portion sans cesse croissante des revenus du capitalisme privé, et cela non seulement dans le domaine de l'agriculture (impôt en nature), mais aussi dans celui du commerce et de l'industrie. Ainsi donc, le capital privé lui aussi (concessions) devient, sous la dictature du prolétariat, un tributaire de l'accumulation socialiste primitive.

D'un autre côté, le crédit commercial et industriel, concentré entre les mains de l'Etat, alimente, comme en témoignent les données de ces derniers mois, pour 75 % les entreprises d'Etat, pour 20 % la coopération et pour 5 % au maximum des entreprises privées.

14. Aussi, toutes les affirmations des social-démocrates concernant la « capitulation » de l'Etat soviétique devant le capitalisme sont-elles une défiguration évidente et grossière de la réalité. En fait, le gouvernement des Soviets est entré dans la voie économique qui aurait sans doute été la sienne dès 1918-19 si les nécessités inéluctables de la guerre civile ne l'avaient forcé à exproprier la bourgeoisie d'un seul coup, à détruire son appareil économique et à le remplacer à la hâte par l'appareil du communisme de guerre.

15. Le principal résultat politique et économique de la « N. E. P. », c'est la sérieuse et solide entente avec la classe paysanne, pour laquelle le libre accès au marché a servi d'impulsion à l'élargissement et à l'intensification de son économie. L'expérience de cette dernière année, et en particulier l'extension des semences d'automne, nous donnent lieu d'espérer à l'avenir une amélioration systématique de l'économie rurale. Ainsi se crée non seulement un fonds de ravitaillement pour le développement industriel de la Russie, mais encore un fonds de marchandises d'une extrême importance pour le commerce extérieur. Dorénavant, le blé russe va reparaître sur le marché européen en quantité toujours croissante. L'importance de ce facteur pour la révolution socialiste en Occident est facile à comprendre.

16. Les branches d'industrie qui travaillent directement pour la consommation et surtout pour le marché paysan, ont fait des progrès indubitables et très marqués dès la première année de la « N. E. P. ». L'industrie lourde est encore, il est vrai, dans une situation très pénible, mais ce retard, qui découle entièrement des conditions des dernières années, trouve son explication, en outre, dans les conditions qui accompagnent la reconstitution du système commercial : seuls les premiers progrès dans le domaine de l'agriculture et dans la sphère de l'industrie légère pourront donner le branle au développement régulier de la construction des machines, de la métallurgie et de l'industrie charbonnière qui, bien entendu, retiendront la plus grande attention de l'Etat. Ce dernier travaillera à l'extension de son économie, concentrera entre ses mains des fonds de roulement de plus en plus grands, puis, au moyen d'une accumulation étatique (accumulation socialiste primitive), renouvellera et accroîtra également le capital fondamental. Il n'y a absolument aucune raison de penser que l'accumulation capitaliste privée et que le capital privé sortiront victorieux de la lutte.

17. Pour ce qui est du capital étranger (sociétés mixtes, concessions, etc.), son rôle sur le territoire de la Russie, indépendamment de sa politique expectative et extrêmement prudente, est déterminé par les considérations et le calcul de l'Etat ouvrier, qui n'accorde de concessions industrielles et ne conclut de conventions commerciales que pour autant qu'ils ne peuvent saper les fondements de son économie. Le monopole du commerce extérieur est, en ce sens, une des principales garanties du développement socialiste.

18. Tout en ayant reporté son économie sur le pied commercial, l'Etat ouvrier ne renonce cependant pas, même pour la période la plus prochaine, à exécuter son plan économique. Le fait déjà que tout le réseau ferroviaire et la majorité écrasante des entreprises industrielles sont exploités immédiatement pour le compte de l'Etat et financés par ce dernier, rend inévitable la concomitance d'un contrôle d'Etat centralisé sur ces entreprises avec un contrôle automatique du marché. L'Etat concentre de plus en plus son attention sur l'in-

industrie lourde et sur les transports, qui sont les fondements de l'économie, et adapte dans une large mesure à leurs exigences sa politique financière, fiscale, concessionnaire et douanière. Le plan économique de l'Etat, dans la période présente, ne vise pas utopiquement à remplacer par une prévoyance universelle le jeu spontané de l'offre et de la demande. Bien au contraire, en partant du marché comme forme fondamentale de répartition des richesses et de la réglementation de leur production, le plan économique actuel a pour but d'assurer aux entreprises d'Etat, par une combinaison de facteurs commerciaux, industriels, fiscaux et de crédit, la prépondérance maxima sur le marché, d'apporter dans les relations mutuelles de ces entreprises le maximum de prévoyance et d'uniformité pour, de cette façon, s'appuyant sur le marché, contribuer à le dominer au plus vite, avant tout dans les relations entre les entreprises d'Etat elles-mêmes.

19. Faire participer les paysans à la réalisation du plan économique de l'Etat, c'est-à-dire du plan socialiste, voilà un problème encore plus compliqué, exigeant encore plus de temps. Organiquement, les voies en sont frayées par la coopération, contrôlées et dirigées par l'Etat et desservant les principaux besoins du paysan et de son exploitation. Economiquement, ce processus s'effectuera d'autant plus vite que sera plus grande la masse des produits que l'industrie de l'Etat pourra jeter dans les campagnes par l'intermédiaire de la coopération. Mais le triomphe complet de la socialisation de l'économie rurale ne pourra être atteint que par l'électrification, qui portera un coup salutaire à l'isolement barbare de la production paysanne. Aussi le plan d'électrification doit-il être une partie essentielle du plan général économique de l'Etat, et cette partie, augmentant constamment à mesure que s'accroissent les forces productrices de l'Etat soviétique, est destinée ultérieurement à acquérir une prépondérance de plus en plus grande, jusqu'à devenir la base de tout le plan d'économie socialiste.

20. L'organisation de l'économie comporte une répartition régulière et rationnelle des forces et des moyens de production entre les diverses branches et les diverses

entreprises et, en outre, un emploi raisonnable, c'est-à-dire économe, de ces forces et de ces moyens dans chaque entreprise. Le capitalisme obtenait ce résultat au moyen de l'offre et de la demande, de la concurrence, des périodes d'essor et de marasme.

Le socialisme obtiendra les mêmes résultats par une construction consciente de l'économie, d'abord nationale et ensuite universelle, considérée comme un seul et même tout, selon un plan commun, fondé sur les moyens de production existants et sur les exigences du moment, et qui devra tout embrasser et en même temps être extrêmement souple. Ce plan ne peut être fixé *a priori*; il doit être élaboré conformément à l'héritage économique légué au prolétariat par le passé, par des modifications et des reconstructions systématiques de plus en plus décisives et hardies à mesure qu'augmente l'habileté économique du prolétariat et que se multiplie sa puissance technique.

21. Il est bien évident qu'entre le régime capitaliste et le socialisme définitif doit inévitablement s'intercaler une longue époque au cours de laquelle le prolétariat, utilisant les méthodes et les formes d'organisation de la circulation capitaliste (monnaie, bourse, banques, circulation commerciale), étend de plus en plus son emprise sur le marché, le centralise, l'unifie et, de ce fait, en fin de compte, l'abolit et le remplace par un plan centralisé qui se trouve en dépendance de tout l'ancien développement économique et est la prémisses de l'économie ultérieure. C'est précisément sur cette voie que se trouve la République des Soviets, incomparablement plus près du point de départ que du but définitif. Seulement, le fait que l'Etat soviétique, après avoir été contraint par les circonstances au communisme de guerre, a été forcé jusqu'à un certain point par le retard de la révolution en Occident de reculer, bien plus pour la forme d'ailleurs que matériellement, ce qui fait assombrir le tableau et fournit aux adversaires petits-bourgeois de l'Etat ouvrier l'occasion de parler de sa capitulation devant le capitalisme. En fait, la Russie des Soviets évolue non point du socialisme au capitalisme, mais du capitalisme — momentanément comprimé par les méthodes du « capitalisme de guerre » — au socialisme.

22. C'est faire preuve d'une inconsistance essentielle, d'une absolue ignorance historique, que d'affirmer que la déchéance des forces productives russes est un résultat de l'irrationalité des méthodes économiques socialistes ou communistes. En réalité, cette déchéance est avant tout un résultat de la guerre et ensuite un résultat de la révolution, avec la forme violente de guerre civile prolongée que la révolution a prise en Russie. La Grande Révolution Française, qui a posé les prémisses d'un puissant développement capitaliste de la France et de l'Europe a eu pour résultat immédiat une extrême dévastation de déchéance économique. Dix ans après le début de la Grande Révolution, la France était plus pauvre qu'à la veille de la Révolution. L'industrie de la République des Soviets a donné, au cours de la dernière année, le quart au plus de la moyenne de sa production d'avant-guerre, mais cela ne prouve aucunement l'inconsistance des méthodes socialistes, qui n'ont pas encore eu le temps de trouver application, cela prouve seulement la gravité de la désagrégation économique, inévitablement liée à la révolution même. Mais tant qu'existera une société humaine divisée en classes, elle achètera inévitablement chacun de ses grands pas en avant par des sacrifices matériels et des sacrifices de vies, qu'il s'agisse du passage de la féodalité au capitalisme ou d'une transition incomparablement plus grave : celle du capitalisme au socialisme.

23. De tout ce qui a été dit plus haut, il suit que ce qu'on appelle en Russie la nouvelle politique économique est une phase inévitable de toute révolution prolétarienne. Dans la nouvelle politique économique, il faut distinguer deux éléments : a) le « recul » caractérisé plus haut, et b) le transfert par l'Etat prolétarien de son économie sur la base du marché et de toutes les méthodes, institutions et combinaisons liées au marché.

a) Pour ce qui est du « recul », il faut dire que dans les autres pays il peut aussi être le résultat de causes purement politiques, c'est-à-dire de la nécessité qu'il y a, en pleine guerre civile, d'enlever à l'ennemi un nombre beaucoup plus grand d'entreprises que celui qui peut être économiquement organisé par le prolétariat. Les reculs

partiels qui en découlent ne sont exclus pour aucun pays, mais sans doute ne porteront-ils pas dans les autres Etats le caractère de gravité qu'ils ont pris dans la Russie paysanne dans laquelle, autre facteur, la guerre civile ne s'est déployée véritablement qu'une fois le pouvoir pris par le prolétariat. Dès maintenant, on peut se dire avec assurance que dans la plupart des pays capitalistes le prolétariat ne viendra au pouvoir qu'au prix d'une guerre civile acharnée, opiniâtre et prolongée. Autrement dit, le prolétariat occidental devra briser les principales forces ennemies avant la prise du pouvoir et non pas après sa conquête et dans tous les cas, la résistance militaire, politique et économique de la bourgeoisie s'affaiblira d'autant plus que sera plus grand le nombre des pays où le pouvoir sera passé aux mains du prolétariat. Or, cela revient à dire que la conquête militaire de l'industrie et le recul économique qui vient après joueront dans le reste du monde, selon toute vraisemblance, un rôle beaucoup moins important qu'en Russie ;

b) Quant à l'utilisation de méthodes et d'institutions créées par le capitalisme pour la réglementation de l'économie, tous les Etats bourgeois devront, dans une mesure plus ou moins grande, traverser cette étape sur la voie du capitalisme au socialisme. Autrement dit, chaque nouveau gouvernement ouvrier devra, après une destruction plus ou moins complète, mais inévitable au cours de la guerre civile, des organes économiques du capitalisme (bourses, banques, trusts, syndicats), relever ces organes, se les soumettre politiquement et, après les avoir organiquement liés à tout le mécanisme de la dictature prolétarienne, s'en emparer en créateur aux fins d'une reconstruction progressive, à l'aide de ces organes, de l'économie, sur des principes socialistes. Plus est grand le nombre des pays déjà soumis au pouvoir prolétarien, plus est puissant le prolétariat qui s'est emparé du pouvoir dans un pays, et plus est difficile l'émigration des capitaux et même des capitalistes, plus est restreint le terrain où peut s'exercer le sabotage des intellectuels, collaborateurs techniques et administratifs, plus est insignifiante par conséquent la destruction des richesses matérielles et de l'appareil d'organisation du capitalisme, et plus il est facile de les relever.

24. La vitesse avec laquelle l'Etat ouvrier franchira

cette étape où le socialisme en construction vit et se développe encore sous un tégument capitaliste, cette vitesse dépendra, comme il a été déjà dit plus haut, outre la conjonction militaire et politique, du niveau d'organisation et de culture de la classe ouvrière venue au pouvoir et du niveau et de l'état des forces productrices qui seront tombées entre ses mains. Il est tout à fait évident que plus ces deux niveaux seront élevés, et plus rapidement l'Etat ouvrier effectuera le passage à l'économie socialiste, puis au communisme intégral.

DEMAIN (1)



Dans la péroraison de son remarquable discours au Congrès, Trotsky, parlant de la Révolution russe, a fait en traits concis les pronostics de l'étape prochaine du développement des pays autres que la Russie ; il en ressort que, dans les conditions actuelles, une période de pacifisme et de réformisme est inévitable, tant en France qu'en Angleterre. Trotsky prête à cette circonstance une importance décisive ; c'est là le postulat de sa position, dirigée contre les dangers opportunistes qui menacent, soi-disant, les Partis Communistes.

Il y a de sérieuses objections à ces pronostics ; je veux les indiquer ici.

L'objection principale sera dirigée contre le point de départ des pronostics de Trotsky. C'est là la clef de toute la question. Les considérations fondamentales de Trotsky contredisent l'interprétation du développement de la Révolution donnée par l'I. C. et confirmée par le Congrès. Le point de départ pour Trotsky n'est point l'Allemagne. Il la laisse de côté ; mais il suppose que, grâce à l'évolution pacifiste et réformiste de l'Angleterre, les social-démocrates allemands respireront un air plus frais. De l'exposé qu'il donne ensuite, il ressort qu'il considère cette étape de l'évolution comme devant durer non pas des mois, mais des années. Jusqu'à présent, et nous croyons que c'était juste, c'était à l'Allemagne que l'on attribuait le rôle décisif dans le processus de l'évolution prochaine, du moins en ce qui concerne l'Europe. On pensait, et on pense encore à juste titre, que l'évolution intérieure de l'Allemagne, de même que la constellation politique extérieure dont l'Allemagne est le foyer d'attraction, amèneront de grands événements et

(1) Article de Friedlander auquel répond Trotsky dans l'article *Les Perspectives politiques* (p. 55). — NOTE DE L'ÉD.

des combats décisifs entre le prolétariat et la bourgeoisie allemande. Quant à Trotsky, il base ses pronostics sur la supposition que l'on ne saurait s'attendre dans un avenir prochain à une aggravation catastrophique des antagonismes de classes en Allemagne et que, par conséquent, dans la détermination des perspectives d'avenir de l'Europe, il faut faire abstraction du développement révolutionnaire en Allemagne, en tant que facteur décisif.

A la base des considérations de Trotsky (il est impossible d'aboutir à une autre conclusion), il y a l'hypothèse que l'Allemagne devra marcher dans la même voie que l'Autriche, qu'elle cessera d'être, sur l'échelle internationale ou même sur l'échelle nationale, un facteur d'action politique et se transformera en un objet tout à fait passif pour l'action des puissances de l'Entente. Une telle interprétation est injustifiée : l'Autriche est une puissance insignifiante, éprouvant un grand besoin de produits alimentaires et de matières premières, un pays non viable, incapable d'agir, dépendant de l'étranger ; mais pour l'Allemagne, c'est autre chose. Elle a d'autres possibilités politiques et économiques, particulièrement grâce à son accord avec la Russie des Soviets. Elle n'a aucune ressemblance avec l'état tragi-comique de l'Autriche. A la différence de la grande masse du prolétariat autrichien, le prolétariat allemand est incapable d'une soumission fataliste à l'Entente, il ne se pliera pas sans combat sous le joug horrible de l'exploitation et de la paupérisation.

Il est beaucoup plus probable que, dans le processus d'une telle évolution, le prolétariat allemand entreprendra une lutte décisive contre le gouvernement bourgeois. Cette lutte décisive influera sur tout le reste de l'Europe et tout particulièrement sur la France et l'Angleterre.

Toutes ces considérations protestent contre les perspectives d'avenir dessinées par Trotsky, pour qui le rôle décisif était joué par la domination économique et politique de l'Angleterre et de la France en Europe. Il y a encore d'autres objections. A part l'Allemagne, il existe encore d'autres foyers de développement révolutionnaire, en particulier dans l'Europe centrale et méridionale. La situation y est instable. De là la vague de réaction, la tentative de rétablir un équilibre stable, — dans l'acceptation capitaliste du mot, — entre l'Europe centrale et l'Europe méridionale, à l'aide des moyens politiques les

51724

LA COOTYPOGRAPHIE
(SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE)
11, R. DE METZ, COURBEVOIE



BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

N. LÉNINE. — L'Etat et la Révolution	4 »
— La Révolution prolétarienne	4 »
— La Maladie infantile du Communisme	4 »
— L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme (sans presse)	7 »
L. TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	4 »
— Nouvelle Etape	4 »
— Entre l'Impérialisme et la Révolution	15 »
— 1905	6 »
E. VARGA. — La Dictature du Proletariat	5 »
G. ZINOVIEV. — L'Internationale Communiste au travail (sous presse)	
Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Inter- nationale Communiste (Moscou, février-mars 1972)	5 »

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

BRAND ET WALETSKY. — Le Communisme en Pologne	3 »
P. FROELICH. — La Terreur blanche en Allemagne	1 »
A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (Préface de B. SOUVARINE	0 50
KOLLONTAÏ. — La Famille et l'Etat Communiste (épuisé)	
— L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique	» 60
KERT JENZEV. — Les Alliés et la Russie	3 »
Z. LEDER. — L'Offensive du Capital & l'unité du front prolétarien	1 50
N. LÉNINE. — Lettre aux ouvriers américains (épuisé)	
— Les problèmes du pouvoir des Soviets (épuisé)	
— Les Bolcheviks et les paysans (épuisé)	
— Le rôle de la jeunesse Communiste	» 40
ROSA LUXEMBOURG. — Le Programme Communiste	0 75
KARL RADER. — La tactique communiste et l'offensive du capital	1 25
L. TROTSKY. — Le Terrorisme (épuisé)	
— La Commune de Paris et la Russie des Soviets	» 60
— Le Communisme en France et l'Internationale	1 25
— La Crise du Parti communiste français	» 20
— Le Salut du Parti communiste français	» 25
— La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale	1 25
C. ZETKIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	» 75
* G. ZINOVIEV. — La Tactique du front unique	» 75
— N. Lénine	» 75
Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste (Intro- duction de B. SOUVARINE) (épuisé)	
Le Programme du Parti Communiste russe (épuisé)	
Le Monde capitaliste et l'Internationale Communiste (Manifeste du 2 ^e Congrès)	» 75
L'Internationale Communiste et sa Section Française recueil de documents	1 50
IV ^e Congrès Communiste mondial : Résolutions (sous presse)	

Librairie de "l'Humanité" = PARIS